



ÉCONOMIE

La folle épopée de Teck Cominco



CLAUDE CHIASSON

Teck Cominco est l'une des rares firmes d'importance dans le secteur des métaux industriels à être encore propriété d'investisseurs canadiens.

Et, en temps normal, l'action de cette société aurait dû apparaître sur l'écran radar des petits investisseurs pour profiter du prochain cycle d'expansion économique. Malheureusement, ce ne sera peut-être pas le cas.

Et pourtant...

Teck Cominco était jusqu'à tout récemment une véritable machine à faire de l'argent. À titre de grand producteur de cuivre, de zinc, de plomb et de charbon, l'entreprise a profité de plein fouet de la flambée des prix des matériaux des dernières années. Bonheur qui fut amplifié par sa participation, avec Fording Canadian Coal, dans les riches mines de charbon d'Elk Valley situées en Colombie-Britannique et en Alberta.

Quand je dis une véritable machine à faire de l'argent, c'est peu dire. De 2006 à 2008, la société a généré des flux de trésorerie record allant de 1,8 à 2,5 milliards de dollars. L'argent entrait tellement à flot qu'à la fin de 2006, l'encaisse de la société totalisait 5,1 milliards. Si la direction avait maintenu le cap en évitant les grandes acquisitions, cette encaisse serait aujourd'hui de l'ordre de sept milliards.

Et comme cerise sur le gâteau, la dette totalisait 1,5 milliard, soit à peine 17 % de sa capitalisation financière. Dette que l'entreprise aurait pu rembourser en moins d'un an à même ses fonds autogénérés.

♦ ♦ ♦

Mais voilà, la réalité est tout autre aujourd'hui. Deux ans auront suffi aux dirigeants pour pousser leur entreprise dans ses derniers retranchements. Comment ont-ils pu faire cela? Par des acquisitions à gros prix. C'est ainsi qu'ils ont acquis en 2007 Aur Resources pour une considération totale de 2,6 milliards de dollars. Puis, et ce fut là la grande erreur, ils ont jeté leur dévolu sur l'actif de Fording Canadian Coal en déposant une offre de 14 milliards. Cela, ils l'ont fait alors que le prix de la tonne de charbon atteignait des sommets à plus de 300 \$US. Quelques mois à peine après le dépôt de l'offre, les prix des matériaux ont joyeusement dégringolé, de 50 % et plus. Avoir attendu seulement trois mois, Teck Cominco aurait pu payer la moitié du prix offert pour la participation directe de 48 % détenue par Fording Canadian Coal dans les mines de charbon d'Elk Valley.

Le geste a eu un effet désastreux sur le bilan de la compagnie. Sa dette totale est passée de 1,5 à la fin de 2007 à presque 13 milliards de dollars au 31 décembre dernier. Le taux d'endettement de l'entreprise a explosé de 17 % à 54 % de sa capitalisation financière. Si Teck Cominco pouvait auparavant rembourser sa dette totale en moins d'un an à même ses fonds autogénérés, il lui faudrait aujourd'hui plus de sept ans pour ce faire.

Pire. À la suite de l'effondrement des prix du cuivre, zinc et charbon, les flux de trésorerie ont rapetissé comme une véritable peau de chagrin. Au quatrième trimestre 2008, ils ont totalisé 167 millions contre 388 millions en 2007. Et les flux de trésorerie du quatrième trimestre 2008 ont bénéficié du fait que la dette intermédiaire contractée auprès des banques comportait un très faible taux d'intérêt. Or, avec l'actuelle crise financière et la présente récession, Teck Cominco devra renégocier sa dette à un taux d'intérêt certainement autour de 10 %, peut-être davantage. Cela si les banques veulent être suffisamment clémentes pour seulement lui avancer les fonds. À un taux de 10 %, les frais d'intérêt atteindront la barre d'un milliard de dollars par année contre moins de 100 millions auparavant. Juste la facture annuelle des taux d'intérêt suffira à presque annihiler les flux de trésorerie annuels de la compagnie dans le contexte actuel des prix déprimés des denrées.

Incroyable tout de même. La direction a décidé de jouer carrément la vie de l'entreprise sur l'achat d'un actif (les mines d'Elk Valley) dont elle détenait déjà directement et indirectement une participation de 52 %. Le reste était détenu par le fonds de revenus Fording Canadian Coal.

Cela montre à quel point le suivi des entreprises est essentiel, surtout lorsqu'il s'agit de firmes œuvrant dans des secteurs hautement cycliques.

cchiasson@proplacement.qc.ca
Classe Internet: www.proplacement.qc.ca



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Si elle est acceptée, la fusion de Suncor et de Petro-Canada donnerait naissance à la plus grosse société énergétique au Canada.

Suncor veut s'offrir Petro-Canada

La transaction de 19 milliards de dollars contreviendrait à la loi dictant qu'aucun actionnaire ne peut posséder plus de 20 % de Petro-Canada

FRANÇOIS DESJARDINS

Les doigts croisés dans l'espoir qu'Ottawa bénira l'opération sans trop sourciller, Suncor, très active dans les sables bitumineux, entend acheter Petro-Canada pour 19 milliards afin d'avoir accès à son portefeuille de réserves pétrolières et à ses liquidités tout en profitant d'économies d'échelle.

La transaction, qui donnerait naissance à la plus grosse société énergétique au Canada et la cinquième sur le continent, doit toutefois obtenir l'autorisation d'Ottawa, car, en vertu de la

loi, aucun actionnaire ne peut détenir plus de 20 % de Petro-Canada.

L'opération survient à un moment où la chute du prix du pétrole brut et le contexte de récession ont un impact sur la rentabilité de certaines activités d'exploration, ce qui peut inciter des entreprises à conclure qu'il est plus simple d'acheter le concurrent plutôt que de poursuivre les travaux.

Dans le cas de Suncor, la direction a indiqué qu'elle avait le choix de continuer à ralentir ses investissements dans les sables ou de renforcer sa position, ce qu'elle a fait.

Les deux sociétés sont de la même taille. En

2008, Suncor, qui compte 6800 employés, a enregistré un chiffre d'affaires de 30 milliards et un bénéfice net de 2,1 milliards. Du côté de Petro-Canada, une ancienne société d'État où travaillaient 6100 personnes, les revenus ont atteint 27,8 milliards et le bénéfice net, 3,1 milliards.

Petro-Canada a été fondée en 1975 sous l'impulsion d'une loi fédérale, deux ans après le choc pétrolier de 1973. En juillet 1991, le gouvernement l'a inscrite en Bourse en vendant 81 % de ses actions. En 2004, le gouvernement libéral

VOIR PAGE B 4: PÉTROLE



SAJJAD HUSSAIN AGENCE FRANCE-PRESSE

Ratan Tata, président du conglomérat Tata, présente la Nano à la presse.

Place à la Nano

Tata lance la voiture la moins chère du monde

Alors que l'industrie automobile en Europe et aux États-Unis fait les frais de la crise, Tata lance la voiture la moins chère du monde, la Nano, dont les premiers modèles seront livrés en juillet en Inde. Les consommateurs visés? Les millions d'Indiens qui ne peuvent s'offrir une voiture classique. Des problèmes ont toutefois retardé la production de la Nano, qui soulève aussi l'ire de certains écologistes.

SALIL PANCHAL

Mumbai — Le groupe indien Tata a lancé hier la voiture la moins chère du monde, la Nano, un véhicule «révolutionnaire» à 2000 \$US pour les classes moyennes émergentes de l'Inde, mais aussi pour l'Occident en pleine crise économique.

«Nous sommes ravis de présenter la Nano à l'Inde et au monde», a déclaré Ratan Tata, président du conglomérat éponyme, lors d'une cérémonie en grande pompe à Mumbai pour cette mini-automobile à ultra bas coût «offerte au peuple indien et plus tard à d'autres marchés ailleurs dans le monde».

Promise aux Indiens au tarif record de 100 000 roupies (2000 \$US) dans sa ver-

sion la plus rudimentaire, la Nano pourrait être vendue en Europe en 2010-11 — mais à 5000 euros — avec des équipements répondant aux normes de sécurité et de pollution, avait annoncé M. Tata au salon automobile de Genève en mars.

Alors que l'industrie automobile en Europe et aux États-Unis fait les frais de la récession, «la situation économique actuelle rend [la Nano] plus attrayante», a-t-il relevé. En Inde, les commandes débiteront le 9 avril pour des livraisons en juillet, a précisé le patron de la filiale Tata Motors, Ravi Kant.

Tata vise les dizaines de millions de foyers indiens positionnés entre les classes urbaines bourgeoises et les

VOIR PAGE B 4: NANO

L'industrie forestière aura accès à Renfort et au Fonds FTQ

JOCELYNE RICHER

Québec — Les petits entrepreneurs forestiers auront désormais accès à plus de liquidités pour rester en affaires et se refinancer, en attendant que la crise soit chose du passé.

C'est du moins le constat fait hier par le ministre des Ressources naturelles, Claude Béchard, qui rencontrait la presse pour indiquer quel serait l'impact, sur l'industrie forestière, du budget de la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, annoncé jeudi dernier.

Québec a rendu publique alors sa décision d'élargir aux industriels de la forêt l'accès au programme Renfort, ce qui constituera, aux yeux de M. Béchard, un coup de pouce financier significatif à la forêt.

«On vient de leur donner l'oxygène pour faire un bout encore, un certain nombre de mois, en attendant la reprise», a indiqué le ministre.

Jusqu'à maintenant, les industriels de la forêt ne pouvaient pas se prévaloir de ce programme auquel Québec a consenti 200 millions additionnels pour 2009-10 pour assurer un meilleur fonds de roulement et conserver leur machinerie. Ils auront aussi accès au fonds d'urgence de 500 millions, créé en partenariat avec le Fonds de solidarité FTQ et la Société générale de financement (SGF), destiné aux entreprises de tous les secteurs d'activité éprouvant des difficultés financières.

Jeudi dernier, lors de la présentation du budget, l'industrie forestière ignorait si elle était visée par ces mesures. Le ministre a pu clarifier les choses hier. «Pour l'industrie, c'est clair que l'accès au programme Renfort et l'accès pour les petits

VOIR PAGE B 4: FORÊT



Claude Béchard

ÉCONOMIE

TOUTE LA VÉRITÉ
SUR LES GRANDS
DOSSIERS
ÉCONOMIQUES
DE CHEZ NOUS.

ÉTATS-UNIS

Obama affirme sa confiance dans le plan Geithner

Dernière en date de nombreuses mesures prises par les États-Unis pour redresser leurs banques, le plan dévoilé hier par le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, propose un «programme d'investissement public-privé» qui lèvera des fonds afin de créer un marché pour les actions et prêts douteux émis par les banques. Le président Barack Obama s'est dit «très confiant» dans l'effet de ce plan pour rouvrir le robinet du crédit.

Washington — Le président américain, Barack Obama, s'est dit «très confiant» hier dans le fait qu'un plan de rachat des actifs toxiques des banques allait permettre au crédit de circuler à nouveau.

«Nous sommes très confiants» dans «notre capacité, non seulement à recommencer à débloquer le crédit, mais aussi à concevoir les autorités de régulation nécessaires pour empêcher une crise systémique comme celle-ci de se reproduire», a dit M. Obama à l'issue d'une réunion de son équipe économique.

Le plan dont le Trésor a dévoilé les détails hier sera «absolument essentiel pour faire circuler à nouveau le crédit», a-t-il dit. «Cela ne se passera pas du jour au lendemain, le système financier est toujours très fragile, mais nous pensons que nous allons dans la bonne direction», a-t-il dit.

M. Obama a dit qu'il se rendait au sommet du G20 à Londres pour faire en sorte que les mesures prises par le gouvernement américain face à la crise «aient effectivement leur pendant dans d'autres pays».

Un partenariat

Le plan dont le Trésor a rendu publiques les dispositions vise à débarrasser les banques de leurs actifs toxiques grâce à un partenariat associant l'État et des investisseurs privés. Il s'agit de racheter les prêts et les titres avec lesquels les banques sont restées sur les bras quand la bulle immobilière a éclaté. Ces actifs toxiques ont tari l'octroi de crédit par les banques, et donc la consommation et l'investissement, et l'assainissement des comptes des banques est considéré comme essentiel pour relancer l'activité économique.

Le plan détaillé hier, avec les mesures déjà adoptées par l'administration, doit faire en sorte que «les foyers obtiennent de simples prêts à la consommation, des prêts à l'achat de voitures, des prêts étudiants, à faire en sorte que les petites entreprises financent leur activité, et que nous relançons l'économie», a dit M. Obama.

Ce plan n'est que l'une des composantes de l'action gouvernementale et grâce à celle-ci, «nous commençons à voir une lueur d'espoir sur le marché immobilier» et une reprise de l'activité sur le marché des prêts étudiants et des prêts à l'achat de voitures, a dit M. Obama.

Agence France-Presse



Le président américain, Barack Obama, mène une réunion de son équipe économique. Il est ici entouré notamment par le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner (à sa droite), et par le président de la Réserve fédérale, Ben Bernanke (à sa gauche).

Les grandes lignes du plan Geithner

Washington — Voici les principales dispositions du plan dévoilé hier par le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, pour débarrasser les banques américaines de leurs actifs à risque:

Principes généraux

Le Programme d'investissement public-privé (PPIP) va utiliser entre 75 et 100 milliards \$US de fonds publics, qui seront prélevés sur l'enveloppe de 700 milliards votée par le Congrès en octobre.

Par effet de levier, cette somme va permettre de doter le programme d'un pouvoir d'achat de 500 milliards. Cette somme pourra être portée jusqu'à 1000 milliards à l'avenir.

Le mécanisme prévoit un partage des risques entre investisseurs privés et publics: les premiers peuvent perdre toute leur mise si ces actifs

s'enfoncent encore plus dans la crise, et les seconds pourront dégager des plus-values en cas de réussite.

Pour éviter que le gouvernement ne surpasse ces actifs, la détermination de leur prix de rachat se fera par des enchères entre investisseurs privés.

Le partenariat prévoit deux mécanismes distincts, l'un pour les prêts douteux accordés par les banques et l'autre pour les titres adossés à des actifs devenus invendables depuis l'explosion de la bulle immobilière. Chaque mécanisme recevra la moitié de l'argent déposé par le Trésor, mais le ministère s'autorise une certaine flexibilité en la matière.

Mécanisme de rachat des créances douteuses

Les actifs proposés à la vente par les banques sont vendus au plus offrant.

L'achat est en règle générale financé par une part de capitaux et six parts d'emprunt, que fournira le régulateur bancaire FDIC.

L'apport en capital est assuré pour moitié par l'investisseur et pour l'autre par le PPIP.

Une fois les actifs achetés, ils seront gérés et contrôlés par des gestionnaires privés, sous contrôle de la FDIC, jusqu'à leur arrivée à maturité. La FDIC conserve en garantie les actifs repris jusqu'au dénouement de l'opération et reçoit une commission pour ses services.

Mécanisme de rachat des actifs à risque

Le programme lancé par la Réserve fédérale pour faciliter le refinancement des sociétés de crédit à la consommation (TALF) est élargi aux établissements détenant des créances immobilières (résidentielles et

commerciales) et d'autres émissions garanties par des actifs. Ces actifs devront avoir été notés lors de leur émission «AAA», la meilleure note possible des agences de notation. Les modalités pratiques de ce mécanisme seront rendues publiques ultérieurement.

Le Trésor va sélectionner cinq gestionnaires d'actifs (et peut-être plus), qui lèveront sur le marché des fonds pour racheter ce type d'actifs. Le Trésor apportera une somme équivalente aux montants récoltés, en tant que coinvestisseur, et prêtera aussi une somme identique prélevée sur le PPIP. Au cas par cas, le montant du prêt pourra être doublé.

L'investisseur disposera ainsi d'un pouvoir d'achat triplé (ou quadruplé) par rapport à son investissement initial.

Agence France-Presse

Les mesures prises par les États-Unis pour redresser leurs banques

Washington — Voici les grandes étapes des mesures prises depuis l'automne par les autorités américaines pour stabiliser le système financier et redresser les banques.

En 2008

■ Septembre

7: Le Trésor met les géants du crédit hypothécaire Freddie Mac et Fannie Mae sous tutelle et s'engage à apporter à chacun jusqu'à 100 milliards \$US.

15: Les autorités contribuent à faire racheter la banque d'affaires Merrill Lynch par Bank of America, après avoir échoué à trouver un repreneur pour Lehman Brothers, qui dépose son bilan.

16: La Réserve fédérale et le Trésor nationalisent l'assureur AIG, menacé de faillite. L'aide totale sera de plus de 180 milliards.

18: Les autorités annoncent qu'elles préparent un plan d'un montant de 700 milliards pour débarrasser les banques de leurs actifs devenus invendables depuis l'éclatement de la bulle immobilière.

26: Les autorités ferment Washington Mutual, la plus grosse banque de dépôt à faire faillite aux États-Unis, reprise par JP-Morgan Chase.



Lehman Brothers a dû déposer son bilan à la mi-septembre.

29: Les autorités fédérales demandent à la banque Citigroup de soutenir sa rivale Wachovia, finalement reprise par Wells Fargo.

■ Octobre

3: Le Congrès finit par adopter le plan de sauvetage du système bancaire de 700 milliards.

10: Les ministres du G7, réunis à Washington, s'engagent à empêcher toute faillite de banque importante.

14: Le président George W.

Bush annonce que l'État va dépenser 250 milliards pour recapitaliser les plus grandes banques du pays. Les quatre grandes, Citigroup, Bank of America, JP-Morgan Chase et Wells Fargo, reçoivent chacune 25 milliards.

■ Novembre

12: Le Trésor renonce à utiliser les fonds mis à sa disposition pour acheter les actifs douteux des banques, et préfère leur apporter directement des fonds propres.

15: Les dirigeants de G20 s'engagent à Washington à répondre de manière coordonnée à la crise financière.

23: Nouveau plan de soutien à Citigroup, assorti de 20 milliards supplémentaires.

25: La Fed annonce un plan d'aide jusqu'à 600 milliards pour le marché du crédit immobilier et de 200 milliards pour le crédit à la consommation.

■ Décembre

16: La Fed abaisse son taux directeur à son plus bas niveau de l'Histoire: il est autorisé à fluctuer entre 0 à 0,25 %.

En 2009

■ Janvier

12: M. Bush demande au Congrès, au profit de son successeur Barack Obama, le déblocage de la deuxième moitié des 700 milliards pour la finance.

16: Pour aider Bank of America à digérer l'acquisition de Merrill Lynch, le Trésor lui apporte 20 milliards supplémentaires.

■ Février

3: La banque centrale prolonge de six mois l'essentiel de son dispositif anticrise.

10: Le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, présente

son plan de stabilisation financière. Wall Street plonge de 4,6 %.

18: Barack Obama annonce un plan d'aide à l'immobilier, doté de 75 milliards, et le doublement de l'enveloppe consacrée à la stabilisation de Fannie Mae et Freddie Mac.

25: Le Trésor annonce qu'il va soumettre les grandes banques à un «test de résistance» pour déterminer celles qui doivent être recapitalisées de nouveau.

26: Dans son projet de budget 2010, la Maison-Blanche dégage 250 milliards supplémentaires pour la finance.

27: Le Trésor annonce qu'il va convertir ses titres préférentiels Citigroup pour entrer dans le capital de la banque.

■ Mars

3: La Fed annonce son plan d'aide au crédit à la consommation, doté de 200 milliards.

16: La Maison-Blanche dévoile un plan d'aide au crédit pour les PME de 15 milliards.

23: Le Trésor lance un programme de 500 milliards, associant public et privé, pour racheter les actifs invendables des banques.

Agence France-Presse

EN BREF

Quatre candidats pour Czech Airlines

Prague — Air France-KLM, Aeroflot et deux groupes ont répondu à l'appel d'offres indicatif lancé par l'État tchèque en vue de la vente de Czech Airlines (CSA), le transporteur national, a annoncé hier le ministère tchèque des Finances. Outre Air France-KLM, numéro un européen du transport aérien, et la compagnie publique russe, le fonds d'investissement tchèque Odien et le consortium islando-tchèque Unimex-Travel Service ont également exprimé leur intérêt pour CSA. Le gouvernement tchèque entend vendre la part de 91,5 % qu'il détient dans la compagnie nationale. «Czech Airlines est un proche partenaire d'Air France-KLM, notamment au sein de l'alliance SkyTeam dont il est membre depuis 2001», a encore rappelé Air France-KLM. — AP

Progression des ventes de logements

Washington — Les ventes de logements anciens aux États-Unis ont enregistré une hausse inattendue de 5,1 % en rythme annuel entre les mois de janvier et février, a annoncé hier l'Association nationale des agents immobiliers américains. Quelque 4,72 millions de transactions ont été recensées en février contre 4,49 millions en janvier, les acheteurs profitant de rabais importants sur les ventes des logements saisis. Il s'agit de la hausse la plus importante des ventes de logements anciens sur un mois aux États-Unis depuis juillet 2003. Cette progression constitue une bonne nouvelle inattendue pour un marché de l'immobilier en crise, alors que les analystes tablaient sur un recul des transactions à 4,45 millions pour février. En revanche, le prix de vente médian a plongé à 165 400 \$US, en baisse de 15,5 %. Il était de 195 800 \$US il y a un an. — AP

L'indice avancé a fléchi de 1,1 %

Ottawa — Neuf des dix indicateurs entrant dans le calcul de l'indice avancé composite ont diminué au mois de février, faisant fléchir l'indice global de 1,1 %. Le logement et les marchés boursiers ont continué d'afficher les reculs les plus importants, soit, respectivement, 8 et 7,5 %, a indiqué Statistique Canada, hier. Parmi les secteurs baissiers, la fabrication a affiché des pertes plus importantes en février en raison des nombreuses fermetures d'usines dans l'industrie de l'automobile en fin d'année. Les trois indicateurs de la fabrication ont baissé de concert. Les nouvelles commandes ont diminué de 4,8 %, alors que la faiblesse dans le secteur de l'automobile s'intensifiait pour se propager à d'autres industries comme celle du fer et de l'acier. Les stocks ont régressé pour un septième mois consécutif, mais pas aussi rapidement que les ventes, ce qui a fait diminuer le ratio des livraisons aux stocks. Pour leur part, les deux indicateurs du commerce de détail, soit les ventes de meubles et d'articles ménagers, et les ventes d'autres biens durables, ont reculé, de 0,4 et 1,4 %, respectivement. — La Presse canadienne

Les consommateurs reprennent un peu confiance

Ottawa — Les Canadiens commencent à se sentir un peu mieux par rapport à leur avenir économique, indique la plus récente étude du Conference Board sur la confiance des consommateurs menée du 5 au 13 mars. Les répondants sont notamment plus optimistes pour ce qui est des perspectives d'emploi et de la possibilité de faire des achats importants. Toutefois, l'étude fait état de préoccupations persistantes par rapport à la situation financière des ménages et de la sécurité d'emploi. Par exemple, seulement 20,5 % des répondants ont dit qu'ils s'attendent à ce que leur situation financière s'améliore au cours des six prochains mois, un recul de 1,5 point par rapport au sondage précédent. — La Presse canadienne

ÉCONOMIE

NANO

Des obstacles rencontrés par Tata Motors ont retardé de plusieurs mois la mise en production

SUITE DE LA PAGE B 1

milieux défavorisés et qui ne peuvent pas s'offrir une voiture classique. «J'ai observé ces familles sur des deux-roues: le père au guidon d'un scooter, son fils assis devant lui, sa femme juchée derrière et tenant leur bébé», racontait M. Tata l'an passé. «La Nano leur fournira un moyen de transport à quatre roues, sûr et abordable», a-t-il plaidé hier.

Déjà dévoilée au monde entier en janvier 2008, cette «voiture du peuple» est animée par un minuscule moteur de 624 cm³ — celui d'une bonne moto — qui la fera plafonner à 105 km/h, sans freins ABS, ni direction assistée, ni climatisation.

Retard de production

Mais à peine 50 000 exemplaires devraient être produits cette année, contre une prévision initiale de 250 000 unités par an, en raison d'obstacles rencontrés par Tata Motors qui ont retardé de plusieurs mois la mise en production.

En octobre, le premier groupe automobile indien avait dû abandonner l'usine de la Nano quasiment achevée dans l'État du Bengale occidental et en construire une autre au Gujarat. Après y avoir investi 350 millions \$US, Tata avait été poussé hors du Bengale par des paysans ulcérés par la réquisition de leurs terres pour en faire une zone industrielle.

Et comme l'usine du Gujarat ne sera pas terminée avant la fin de l'année, Tata a rapidement assemblé ses premiers modèles dans un autre site.

«C'est un lancement à la va-vite», a critiqué Mahantesh Sabarad, du courtier Centrum Broking, qui se dit par ailleurs «inquiété de la demande des consommateurs» au vu de «la contraction des salaires et [des] craintes pour l'emploi» en Inde.

De fait, la dixième puissance économique de la planète est violemment frappée par la crise mondiale, notamment avec une baisse de la consommation, le moteur de la croissance. Déjà, les ventes de voitures ont chuté de 20 % fin 2008, après des années de progression à deux chiffres.

Avec la Nano, «j'en aurai pour mon argent», s'est toutefois félicité Hasmukh Kakadia, un cadre financier qui veut se débarrasser de sa Ford Fiesta achetée à 13 000 \$US. «Dans une économie en berne, je réfléchirais à deux fois avant de mettre de l'argent dans une nouvelle voiture. Mais pas pour celle-là», a-t-il dit.

Reste que la Nano alarme les écologistes: «Un mode de transport pas viable pour l'Inde» avait dit en 2008 l'Indien Rajendra Pachauri — président du Groupe international d'experts sur le changement climatique (GIEC) et prix Nobel de la paix 2007 — dont le pays est déjà le troisième pollueur de la planète.

Agence France-Presse

PÉTROLE

SUITE DE LA PAGE B 1

s'est départi du reste pour 3,2 milliards.

La nouvelle entité s'appellerait Suncor, mais les stations d'essence Petro-Canada garderaient leur nom. Le conseil d'administration compterait douze membres, dont huit de Suncor et quatre de Petro-Canada. L'actuel président du conseil de Suncor, John Ferguson, jouera le même rôle au sein de la nouvelle compagnie.

L'offre de Suncor est composée d'actions. Pour chaque action qu'ils détiennent, les actionnaires de Petro-Canada obtiendront 1,28 action ordinaire de la nouvelle entité. En cas de succès de la transaction, au cours du troisième trimestre, les anciens actionnaires de Suncor détiendraient 60 % de la nouvelle compagnie, alors que ceux de Petro-Canada auraient le reste.

Convaincre Ottawa

Cependant, la loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada prévoit qu'aucun actionnaire ne peut détenir plus de 20 % de la compagnie.

En conférence de presse, le président de Suncor, Rick George, a néanmoins estimé qu'Ottawa devrait abolir cette loi puisqu'elle a perdu son utilité. «Le gouvernement doit décider ce qu'il veut faire avec la loi sur Petro-Canada, mais nous serions assez ravis si elle disparaissait», a-t-il dit, cité par les médias présents.

Les compagnies affirment qu'il s'agit d'une fusion d'égal à égal et qu'en plus, elles s'engagent à ce que la nouvelle entité soit soumise à la règle des 20 %. Ottawa va étudier la transaction, tout comme va le faire le Bureau de la concurrence.

Les deux entreprises ont fait valoir des arguments de nature patriotique selon lesquels la transaction les positionnera parfaitement pour croiser le fer à l'extérieur du pays. Il y a aussi des avantages financiers.

«La fusion est une bonne chose pour les actionnaires des deux sociétés en raison des besoins moins grands en capital, de la plus grande efficacité de l'exploitation et des occasions d'intégration entre les actifs des secteurs amont et aval», a dit Ron Brenneman, le président de Petro-Canada. En jargon pétrolier, l'amont représente l'exploration et la



MIKE STURK REUTERS

Le chef de la direction de Suncor, Rick George (à gauche) et son homologue chez Petro-Canada, Ron Brenneman, posent pour les photographes avant la conférence de presse tenue hier à Calgary pour annoncer les projets de fusion des deux pétrolières.

production alors que l'aval représente la vente.

Les réserves dont bénéficie Suncor dans la région des sables bitumineux, en Alberta, sont deux fois plus importantes que celles de Petro-Canada. En octobre, alors que le dollar canadien tournait autour de 78 cUS, Suncor avait affirmé au *Financial Post* que lorsque le baril de pétrole est à 60 \$US, la compagnie fait un profit de 28 \$US.

De son côté, Petro-Canada a un réseau de distribution énorme, exploite des raffineries et a accès à des sources de pétrole classique — son point fort — sur le continent et en haute mer.

Compte tenu des économies d'échelle de 300 millions que veulent faire les deux entre-

prises, des licenciements sont en vue.

Le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, qui représente 35 000 employés dans les industries pétrolière, gazière et chimique, a vivement réagi. «Il faut un examen rigoureux de cette transaction afin de protéger l'intérêt public», a dit son président, Dave Coles.

Depuis un an, l'action de Suncor est en baisse de 68 %. Pendant la même période, celle de Petro-Canada a reculé de 17 %. En tenant compte des profits que génère Petro-Canada par rapport à ceux générés par Suncor, son action coûte deux fois moins cher.

Le Devoir

FORÊT

SUITE DE LA PAGE B 1

entrepreneurs forestiers à de l'aide, ce qui n'était pas le cas avant, c'est deux points majeurs», a calculé le ministre.

Pour certains industriels, c'était une question de survie. «Nos petits entrepreneurs étaient en train de tout perdre partout», n'arrivant plus à financer l'achat de machinerie, déplore-t-il.

Par ailleurs, le gouvernement intensifie les travaux sylvicoles et la production massive de plants forestiers, afin de stimuler le reboi-

sement et maintenir les emplois du secteur.

Québec croit pouvoir contribuer à maintenir 2000 emplois, en réservant 22 millions pour financer des travaux sylvicoles en forêt publique ou privée, dans l'année qui vient. On compte aussi produire, durant la même période, jusqu'à 180 millions de plants, dont 35 millions serviront à créer la future forêt du Grand-Nord de 100 millions d'arbres, promise durant la dernière campagne électorale.

Au total, dans son budget de jeudi dernier, Québec réserve 66 millions au secteur forestier

et espère que ce sera suffisant pour garder les usines ouvertes et conserver les emplois. Le but visé, «c'est qu'on ait encore une industrie forestière au Québec», dit le ministre.

Par ailleurs, M. Béchard espère toujours rencontrer dans les prochains jours son homologue fédérale, Lisa Raitt, afin d'explorer la possibilité de créer un guichet unique Québec-Ottawa pour accélérer le traitement des demandes d'aide en provenance du secteur.

La Presse canadienne

LES PETITES ANNONCES

AVIS DE DÉCÈS

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

NOUVEAU PROJET
Lofts résidentiels technoindustriels
À la jonction de Outremont et Ville Mont-Royal.
Tous les services, toutes les dimensions, tous les prix.
514-287-0707
www.loft.ca

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

4031 Lacombe - Près U de M
Grand 6^e, 2 s. de b. rénovées
Haut de duplex. 514 343-4679
http://photobucket.com/lacombe

4480 ED-MONTPETTIT
Près hôp. St-Mary's, gr. 3 1/2, 2s
Chaudière, équipé, eau chaude
Très propre. Libre. 514 271-4168

8 1/2 ST-JOSEPH - Métro Laurier
Garage, chauffage, etc.
2500 \$/m. 514 213-3964

ADJ. OUTREMONT - GRAND 8^e
Haut de duplex, 3 ch., 2 s/bains.
Juillet. 514 336-7714

OUTREMONT - 6 1/2 rue Bernard
Grand ensoleillé. 2 c.c. chauffe.
A.c. 5 électros. Libre mai-juin.
1600 \$/m. 514 278-3146

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

OUTREMONT
210 Côte Ste-Catherine pr Laurier.
Haut duplex. 4 c.c., 2 s. de b.
Electros. Garage. Libre
\$2200 chauffage. 514 279-0729

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 514-985-3322
Télécopieur: 514-985-3340
petitesannonces@ledevoir.com
Conditions de paiement: cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS MasterCard VISA

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

PLATEAU - GRAND 4 1/2
Haut duplex, très tranquille, propre
Terrasse. Références exigées
800\$ 514 522-5533

PLATEAU rue Chabot face parc
Grand 3^e - Frais dent. 2^e Pl. bois.
Non-fumeur. Tranquille.
Entrée lav.-sach. 735\$ m
514 522-3761 514 523-6240

170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

À PARIS - Marais 400 euros/sem
Provence - Toulon 400 euros+
xyzapi@yahoo.fr

PARIS VII - XV Champ-de-Mars
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08
T1 équipé, très ensoleillé. Sur jardin
Sem/mois 514 272-1803

Pour trouver le candidat idéal.
Annoncez ICI

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.
LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.
Merci de votre attention.

Donnez. On peut faire plus encore.

Pour publication section décès
necrologie@lememorial.com
2100, rue Mont-Royal Est
Montréal (Québec) H3T 1K3
(514) 595-1149
Télécopieur: (514) 595-7999
www.lememorial.com

307 LIVRES ET DISQUES
"Librairie Bonheur d'Occasion"
achète à domicile livres de qualité
en tout genre. 514 914-2142
4487 de la Roche-Mt-Royal

530 COURS
ATELIER D'ÉCRITURE À MTL
Avec l'auteure Sylvie Massicotte
www.sylviemassicotte.gc.ca
Info / inscriptions: 450 247-0489

542 MASSOTHÉRAPIE
EXCELLENTS massages
Rasage, soin du corps
7591 St-Michel 514 593-7775

SERVICE PERSONNEL
MAINS MAGIQUES. Meilleur
massage. 450 321-0084

10^e anniversaire

Lacas, Jean-Guy
Ton souvenir demeure toujours vivant
Hélène

Nous recommandons à vos prières

M. Marcel Martin, p.s.s.
1919-2009

À Montréal, le 17 mars 2009, au Séminaire de Saint-Sulpice, dans la sérénité, est décédé, à l'âge de 89 ans 5 mois, monsieur Marcel Martin, prêtre de Saint-Sulpice, fils de Rosaire-Lucien Martin et de Eva Morin décédés. Après ses études théologiques au Grand Séminaire de Montréal, il est ordonné prêtre le 11 juin 1944 pour le diocèse de Montréal. Au terme de la Solitude, il entre dans la Compagnie de Saint-Sulpice en 1945. Il étudie, de 1945 à 1948, à l'Université de Montréal en pédagogie et en sciences physiques. Par la suite, il enseigne au Séminaire de Philosophie pendant 20 ans, avant d'aller comme membre de l'équipe de directeurs au Grand Séminaire Jean XXIII de Kinshasa, Congo, où il devient vice recteur. À son retour, en 1972, il est chargé de cours au Collège de Montréal. En 1977, un temps sabbatique à Rome, lui permet d'étudier et de seconder le recteur du Collège Canadien. En 1978, il devient à nouveau professeur au Collège de Montréal, où il exerce son ministère jusqu'en 1992. Il rend aussi service comme économiste au Séminaire de Saint-Sulpice et membre de divers comités de l'administration provinciale. Aussi, il contribue pendant plusieurs années au ministère pastoral de la paroisse Sainte-Françoise-Romaine de Lachine. De plus, il est l'aumônier des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph pendant plus de vingt ans. Il prend sa retraite au Séminaire de St-Sulpice en septembre 2004. Issu d'une famille de cinq enfants, il laisse dans le deuil ses deux sœurs Louise Bricault (feu Fernand Bricault) et Sœur Thérèse Martin, Moniale Bénédictine et son frère Guy Martin, F.C.A. (feu Suzie Choquet), associé fondateur de Raymond Chabot Martin Paré, ainsi que de nombreux neveux, nièces, parents et amis. Il était le frère du docteur Jean Martin (feu Madeleine Hémon) décédé en 1983. La dépouille mortelle sera exposée au Séminaire de Saint-Sulpice, situé au 116 rue Notre-Dame Ouest, Montréal, (métro Place d'Armes), le mercredi 25 mars, de 15 à 18 heures et de 19 heures à 21 h 30. Les funérailles auront lieu le jeudi 26 mars à 10 heures, en la chapelle Notre-Dame-du-Sacré-Coeur de la Basilique Notre-Dame de Montréal, située au 426 rue Saint-Sulpice, Montréal. L'inhumation se fera à la crypte du Grand Séminaire de Montréal. Des dons seraient appréciés, en sa mémoire, à l'Abbaye des Moniales Bénédictines de Mont-Laurier, 300 boul. Paquette, Mont-Laurier, Qc, J9L 1V9.

Sudoku par Fabien Savary

8						3		
			3	2				
	2	3		8				5 7
9				7				
				4	9			1
1			2			6		
			8			5		
			5			4	2	1
7	9	5						

Niveau de difficulté: DIFFICILE 1122

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

3	4	9	8	5	6	1	7	2
2	8	7	3	1	4	6	5	9
6	1	5	7	9	2	4	8	3
5	3	2	1	8	9	7	6	4
7	6	4	2	3	5	9	1	8
8	9	1	6	4	7	3	2	5
4	7	6	5	2	3	8	9	1
9	5	8	4	6	1	2	3	7
1	2	3	9	7	8	5	4	6

1121

SUDOKU: le logiciel
10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté
par notre expert Fabien Savary
En exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com

ÉCONOMIE

Nouveau report du plan d'AbitibiBowater

La forestière AbitibiBowater a reporté à demain 23h59 la date d'expiration de ses offres d'échange privées, de sa sollicitation de consentements visant 1,8 milliard \$US de titres de créance et de son placement de billets privé simultanément annoncés le 9 février dernier.

Ces opérations, dont les produits doivent servir au remboursement de sommes impayées aux termes des facilités de crédit bancaires de la filiale américaine Bowater, devaient expirer le 20 mars à 23h59, soit vendredi dernier. Il s'agissait toutefois déjà d'un deuxième report depuis le début du mois. La date butoir initiale avait été fixée au 9 mars à 23h59.

En annonçant le nouveau report, AbitibiBowater a précisé qu'au 20 mars, environ 60,3 % des débetures à 9 % en circulation échéant en 2009, 60,8 % des billets de premier rang à taux variable en circulation échéant en 2010, 67,8 %

des billets à 7,95 % en circulation échéant en 2011, 70,2 % des débetures à 9,5 % en circulation échéant en 2012, 80,2 % des billets à 6,5 % en circulation échéant en 2013 et 40,4 % des débetures à 9,375 % en circulation échéant en 2021 avaient été valablement déposés en réponse aux offres d'échange.

Les offres d'échange et le placement de billets simultanément présentés uniquement aux acheteurs institutionnels qualifiés aux États-Unis et à certains investisseurs non américains situés à l'extérieur des États-Unis.

Des difficultés

Jeudi, la veille de la précédente échéance, les médias ont rapporté que le géant du papier journal a de la difficulté à convaincre certaines banques américaines de soutenir ce plan de restructuration. Les banques en question seraient

insatisfaites des clauses du plan, prévoyant une réduction du taux d'intérêt leur étant accordé et prolongeant de deux ans leur implication.

Avant vendredi, AbitibiBowater avait donc repoussé à deux reprises la date limite dans l'espoir de parvenir à une entente. Hier, en annonçant un nouveau report de cette échéance, AbitibiBowater a précisé que la date d'expiration est maintenant demain, «à moins qu'elle la reporte à une autre date».

AbitibiBowater mène également une restructuration du capital de sa filiale canadienne Abitibi-Consolidated devant globalement réduire son fardeau de la dette et augmenter ses liquidités. En vertu de ce plan, la dette nette de la compagnie devrait être réduite de 2,4 milliards \$US.

Toutefois, la réalisation des offres d'échange, du placement de billets et du placement privé an-

noncés en février pour la restructuration de Bowater est une des conditions pour la réussite de la restructuration globale d'AbitibiBowater, tout comme l'est la réalisation des transactions proposées du côté d'Abitibi-Consolidated.

Pour ce dernier plan global passant par la restructuration du capital d'Abitibi-Consolidated, le groupe doit également obtenir l'appui des porteurs de billets non garantis, des porteurs de billets garantis et des prêteurs visés au cours d'assemblées qui auront lieu le 30 avril à Montréal.

La conclusion de la vente à Hydro-Québec de la participation de 60 % de la compagnie dans La Compagnie hydroélectrique Manicouagan pour un produit brut de 615 millions \$CAN est aussi une des conditions à la réussite du plan de restructuration globale d'AbitibiBowater.

La Presse canadienne

Le FMI douche l'optimisme naissant des marchés

ALEXANDRA TROUBNIKOFF

Genève — Le directeur général du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, a mis en garde hier à Genève contre la situation «extrêmement inquiétante» de l'économie mondiale, douchant les premiers signes d'optimismes venant tout juste de redonner des couleurs aux marchés.

«La situation est inquiétante et difficile [...] elle constitue le premier revers en plus de 50 ans pour la croissance mondiale», s'est alarmé M. Strauss-Kahn s'appuyant sur les dernières prévisions du FMI faisant état d'une récession mondiale pour l'année se situant entre 0,5 et 1 %. La contraction devrait être plus sévère parmi les pays les plus industrialisés (-3 %) mais les économies émergentes sont à leur tour «durement frappées», a-t-il ajouté, dressant un tableau peu réjouissant des menaces qui planent sur le monde.

«Tout ceci va bouleverser de façon spectaculaire le chômage dans de nombreux pays» et «menace de jeter des millions de personnes dans la pauvreté», s'est alarmé le directeur du FMI. Citant les données «effrayantes» du Bureau international du travail et de la Banque mondiale, le Français a rappelé que 50 millions de personnes étaient susceptibles de perdre leur emploi en raison de la débâcle économique actuelle tandis que 46 millions pourraient tomber dans la pauvreté. Une situation qui, selon lui, pourrait non seulement conduire à des troubles sociaux mais aussi alimenter des guerres: «Ceci peut constituer la racine d'agitation sociale, menacer la démocratie et peut-être même, dans certains cas, se terminer en guerre», a-t-il avancé.

Optimisme des marchés

Des propos alarmistes qui vont à rebours de l'optimisme tout juste naissant des marchés. Dopées

par l'annonce de la Maison-Blanche d'un plan pouvant aller jusqu'à 1000 milliards \$US pour débarrasser les banques de leurs actifs douteux, les Bourses mondiales rebondissaient fortement hier.

Outre le plan américain, les investisseurs s'accrochent manifestement aux récents messages tentant de vendre l'idée que le bout du tunnel n'est peut-être pas si loin.

Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, a ainsi assuré le 9 mars que l'économie mondiale se rapprochait «du moment de la reprise». Mercredi, il a laissé entendre que 2010 serait «peut-être l'année d'une reprise modérée». Et dimanche une des principales conseillères économiques du président américain Barack Obama, Christina Romer, s'est dite «extrêmement confiante» de voir dans un an des signes de reprise aux États-Unis.

Le directeur du FMI s'est pour sa part montré prudent sur cette question: «Il y a une possibilité de reprise en 2010, mais cela dépendra de certaines conditions», et en particulier «des politiques audacieuses mises en œuvre par les gouvernements», a-t-il prévenu. «Mais il faut agir maintenant», a-t-il insisté, plaidant, une dizaine de jours avant le sommet du G20 à Londres, pour une relance massive par la demande, dans la mesure où les politiques monétaires ont atteint leurs «limites» après l'utilisation par les banques centrales de mesures «non conventionnelles».

Enfin, Dominique Strauss-Kahn a assuré que le Fonds allait désormais lutter contre les fléaux mondiaux, en posant une nouvelle «conditionnalité sociale» pour l'octroi de ses prêts. «Une partie de l'aide devra être utilisée pour protéger les plus vulnérables» — notamment avec des «filets de sécurité» sociale, a-t-il martelé.

Agence France-Presse

L'INSTABILITÉ DES PRIX A MARQUÉ 2008



EDDIE KEOGH REUTERS

LES CONSOMMATEURS canadiens ont fait face l'an dernier à la plus grande instabilité des prix en cinq ans en ce qui concerne des composantes clés de l'indice des prix à la consommation (IPC), la mesure de l'inflation la plus souvent utilisée. Les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 2,3 % l'an dernier, contre 2,2 % l'année précédente. Toutefois, a précisé Statistique Canada, cette moyenne dissimule les fluctuations des prix de composantes telles que les aliments et l'énergie, lesquelles ont été deux des principales composantes à l'origine de l'inflation. Au début de l'année 2008, les prix de l'essence, reflétant le prix du pétrole brut, étaient le principal facteur expliquant l'augmentation de l'indice d'ensemble de l'IPC. À la fin de l'année, les prix de l'essence avaient diminué substantiellement. Les prix à la pompe en décembre 2008 étaient 25,8 % inférieurs aux niveaux affichés le même mois l'année précédente. Il s'agissait de la plus grande diminution d'une année à l'autre observée depuis la création de l'indice des prix de l'essence en 1949. Pour ce qui était de remplir le réfrigérateur, la situation a été inversée. La contribution des prix pour les aliments à la croissance générale des prix à la consommation s'est accrue au cours de l'année. Au cours du quatrième trimestre de 2008, l'indice des prix des aliments a été à l'origine de plus de 60 % de l'augmentation de l'IPC, soit environ 10 fois la contribution plus modérée de 6 % observée pendant le premier trimestre.

L'OMC prévoit une contraction sans précédent du commerce mondial en 2009

Genève — Le commerce mondial devrait enregistrer cette année sa plus forte contraction depuis 1945 et reculer de 9 % en volume sous l'effet de la récession, selon les dernières prévisions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) rendues publiques hier.

«L'effondrement de la demande mondiale qu'a entraîné la plus forte récession économique observée depuis des décennies conduira à une baisse des exportations d'environ 9 % en volume en 2009», ont souligné les économistes de l'OMC. Cette contraction est «sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale», ont-ils ajouté dans un rapport. Elle «sera particulièrement marquée dans les pays développés qui connaîtront cette année un recul de 10 % de

leurs exportations», préviennent-ils encore, soulignant que dans les pays en développement, «dont la croissance est beaucoup plus tributaire des échanges», les exportations n'augmenteront que de 2 à 3 % en 2009.

Pour les économistes de l'OMC, ces prévisions sombres sont motivées par «le ralentissement de l'activité économique dans la majeure partie du monde industrialisé», et qui s'est fait plus particulièrement sentir en Asie. Pour 2008, selon leurs estimations préliminaires, le commerce mondial n'a progressé que de 2 % contre une hausse de 5,5 % en 2007. Un chiffre divisé par deux par rapport à leur prévision de mars 2008 pour l'année, qui s'établissait à 4,5 %.

Cette «surestimation s'ex-

plique en grande partie par la chute imprévue et très brutale de la production mondiale survenue au quatrième trimestre 2008», avancent les économistes de l'OMC soulignant également une inhabituelle «synchronisation des tendances», à savoir la baisse généralisée des importations et des exportations de toutes les économies.

Épuisement des fonds

Le directeur général de l'Organisation, Pascal Lamy, cité dans un communiqué de l'OMC, a fait valoir l'effet multiplicateur de la baisse de la demande sur le recul du commerce mais aussi «l'épuisement des fonds disponibles» pour le financement du commerce, touchant en particulier les pays en développement.

Malgré leurs sombres prévisions, les économistes de l'OMC veulent voir une lumière à l'horizon, venue d'Asie. «Des chiffres dénotant une croissance mensuelle positive des importations ont été enregistrés pour la Chine [17 %] de même que pour Singapour, Taipei et le Vietnam», soulignent-ils. «Bien que ne portant que sur un mois, et devant donc être interprétées avec prudence, ces données pourraient traduire un ralentissement voire une stabilisation des tendances négatives de la croissance du commerce», expliquent-ils tout en précisant que «la croissance future du commerce dépendra bien entendu de l'évolution de la demande ailleurs dans l'économie mondiale».

Agence France-Presse

La rémunération des dirigeants sur la sellette

Paris — Les pressions se multiplient pour exiger des responsables des entreprises secourus par l'État qu'ils renoncent à leurs rémunérations variables, Paris menaçant de légiférer tandis qu'à Washington, le Congrès veut les taxer au taux punitif de 90 %.

Plan de stock-options à la banque française Société Générale, primes chez l'assureur américain AIG tout juste sauvé de la faillite à force de deniers publics, retraite dorée de Fred Goodwin, ex-patron de la banque britannique RBS: les émolements des dirigeants défraient la chronique des deux côtés de l'Atlantique.

Cédant aux appels du gouvernement et du président français Nicolas Sarkozy, les dirigeants de la Société générale, qui a bénéficié d'un prêt de l'État, viennent de renoncer au plan de stock-options «pour couper court aux polémiques». Sur fond de montée du chômage et de manifestations populaires, le gouvernement français, soucieux d'éviter tout scandale, attend du patronat des propositions, avant le 31 mars, sur les rémunérations des dirigeants en temps de crise.

Aux États-Unis, la Chambre des représentants a adopté un projet de loi — qui doit encore passer la rampe du Sénat — visant à taxer à 90 % les primes perçues par des salariés dont la rémunération dépasse 250 000 \$US par an, dans des entreprises ayant reçu plus de cinq milliards de dollars d'aide publique. Le texte vise à calmer le tollé suscité par la révélation

de primes d'un montant total de 165 millions \$US versées à des cadres d'AIG, renfloué par des fonds publics à hauteur de plus de 170 milliards.

Les groupes bancaires Citigroup et Bank of America ont protesté contre cette fiscalité punitive, dénonçant un risque de fuite des talents. «Il faut être vigilant que les entreprises en difficulté et aidées par l'État ne se fassent piller leurs cadres par celles en bonne santé, ce qui serait contre-productif», juge Sylvain Dhenin, du cabinet de chasseurs de tête CTPartners. D'autres se sont mis d'eux-mêmes au régime sec. Le producteur américain d'électricité Constellation Energy a renoncé à verser des primes à certains de ses employés, alors que ses clients «ont des difficultés avec leurs factures» d'électricité et de gaz.

Au Japon, de nombreux p.-d.g. — au moins 200, selon un décompte du quotidien Nikkei auprès des seules sociétés cotées en Bourse — ont spontanément amputé leur salaire, parfois de 50 %. En Europe, le président du conseil de surveillance du groupe de banque et d'assurance néerlandais ING, Jan Hommen, a lancé hier un «appel moral» aux 1200 plus hauts dirigeants du groupe pour qu'ils renoncent à leurs primes pour 2008. La société, qui a reçu en octobre une injection de capital de 10 milliards d'euros de l'État néerlandais, a annoncé 7000 suppressions d'emplois en 2009.

Agence France-Presse

Journée
INFOPRESSE360®
nouvelle économie.management.technologies

Mercredi 22 avril 2009
au Centre Mont-Royal, Montréal

Saisir les nouvelles opportunités d'affaires

Avec **Seth Godin**
Expert en marketing mondialement reconnu et auteur de best-sellers et du blogue d'affaires le plus consulté au monde (AdAge Top 150 blogs).

Cette journée-conférences sera l'occasion de découvrir les stratégies de marketing et de gestion qui vous permettront de performer dans cette période de profonds changements économiques et technologiques.

Visitez infopresse.com/sethgodin ou contactez le **514 842-5873**

Inscrivez-vous dès maintenant!
Le nombre de places est limité.

En collaboration avec **REVOLVER 3**

Partenaires médias
GREPHER AUX NOUVELLES lesaffaires.com **LE DEVOIR** **MARKETING**

«L'un des 21 meilleurs conférenciers du 21^e siècle»
- Successful Meetings Magazine

Également conférenciers lors de cette journée:

- René Vézina**
Chroniqueur
Journal Les Affaires
- Marcel Côté**
Associé fondateur
Secor Conseil
- Jacques-Hervé Roubert**
Président et chef de la direction
Nurun
- Tony Chapman**
Fondateur et chef de la direction
Capital C

LE MONDE

Une conférence sur le racisme et la xénophobie Pretoria refuse un visa au dalai-lama

Alors que la contestation de la mainmise chinoise sur le Tibet ne déroule pas et deux jours après l'arrestation d'une centaine de moines, le gouvernement sud-africain a décidé que le dalai-lama ne pourrait se rendre à une conférence vendredi prochain.

Johannesburg — L'Afrique du Sud a déclaré hier avoir refusé au nom de l'intérêt national un visa au dalai-lama, invité à une conférence liée à la Coupe du monde de football 2010 dans ce pays, tout en niant toute pression chinoise. Le chef spirituel du bouddhisme tibétain avait accepté de participer, avec d'autres lauréats du prix Nobel de la paix, à une conférence vendredi à Johannesburg sur le football comme instrument de lutte contre le racisme et la xénophobie.

« Les États africains sont vulnérables aux pressions chinoises en raison des investissements massifs de la Chine »

Mais il n'a pas obtenu de visa, a reconnu le porte-parole de la présidence sud-africaine Thabo Masebe. « Le gouvernement sud-africain n'a pas invité le dalai-lama, parce que ce ne serait pas dans l'intérêt de l'Afrique du Sud », a-t-il dit.

« Le monde prête attention à l'Afrique du Sud parce que nous allons accueillir la Coupe du Monde 2010, et nous ne voulons rien qui puisse perturber ce message », a-t-il justifié.

Le gouvernement tibétain en exil en Inde a fait savoir qu'il ne contesterait pas cette décision, qu'il attribue à « l'intense pression des autorités chinoises ». Le porte-parole du dalai-lama, Thubten Samphel a indiqué que Pékin « n'aime pas qu'un gouvernement étranger accueille le dalai-lama par peur que sa présence attire l'attention des médias sur les conditions déplorablement des droits de l'homme au Tibet ».

Malheureusement, a-t-il déploré, « les États africains sont

vulnérables aux pressions chinoises en raison des investissements massifs de la Chine » sur le continent. « C'est un cas où les intérêts économiques passent avant les droits de l'homme ».

L'absence du dignitaire religieux risque de compromettre la conférence de vendredi: le comité Nobel pour la paix et deux lauréats sud-africains, Desmond Tutu et Frederik de Klerk, ont annoncé hier qu'ils boycotteraient la rencontre si l'Afrique du Sud ne revenait pas sur sa décision. L'Afrique du Sud a « honteusement succombé à la pression chinoise. J'ai honte et cela me fait de la peine », a com-

menté M^r Tutu. Pretoria a toutefois rejeté ces accusations et démenti avoir subi des pressions. « Nous sommes un pays indépendant et souverain et nous prenons des décisions souveraines », a assuré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ronnie Mamoepa, en rappelant que le dalai-lama avait déjà pu visiter l'Afrique du Sud.

Mais, lors d'un tel voyage en 1999, le dignitaire religieux n'avait pas pu rencontrer le président d'alors, Thabo Mbeki. Celui-ci avait avancé des problèmes d'emploi du temps et la presse, déjà, avait évoqué des pressions chinoises. L'Afrique du Sud, qui soutient la volonté chinoise de ré-unification avec Taïwan, est le principal partenaire commercial de Pékin sur le continent, avec des échanges évalués à 10 milliards de dollars en 2008.

Agence France-Presse

Un expert de l'ONU veut une enquête sur le « crime de guerre » israélien

Le Conseil des droits de l'homme est saisi d'un rapport du rapporteur spécial

Genève — Un expert de l'ONU a réclamé hier une enquête sur l'offensive israélienne contre la bande de Gaza en janvier, soulignant qu'« il y [avait] des raisons de conclure » qu'elle constituait un « crime de guerre de la plus grande ampleur ».

Dans un rapport présenté au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation dans les Territoires palestiniens, Richard Falk, a appelé à une enquête d'experts pour déterminer s'il était possible aux Israéliens de distinguer les cibles militaires de la population civile.

« Si ce n'était pas possible, alors l'offensive est par nature illégale et constitue un crime de guerre de la plus grande ampleur », écrit-il. M. Falk souligne au passage que « sur la base des éléments de preuve actuellement disponibles, il y a des raisons d'en arriver à cette conclusion ».

Il estime que le recours à la force par Israël pour faire cesser les tirs de roquettes palestiniennes sur son territoire, motif invoqué pour le déclenchement de l'offensive, n'était « pas justifié du point de vue légal étant donné [...] les alternatives diplomatiques disponibles ».

Légitime défense ?

Selon M. Falk, connu pour ses prises de position très critiques à l'égard d'Israël, l'État hébreu « n'était pas en situation de légitime défense » au moment où il a déclenché son offensive le 27 décembre et n'a « pas voulu prolonger le cessez-le-feu que lui proposait le Hamas ».

L'expert de l'ONU relève



Une Palestinienne faisait la cuisine hier près des ruines de sa maison détruite, à Abasan, dans le sud de Gaza.

que le cessez-le-feu observé par les deux parties de juin à novembre 2008 a constitué « la période la plus sûre » pour Israël en terme de menaces, malgré les tirs de roquettes palestiniennes sur le sud de son territoire.

A ce sujet, M. Falk a également dénoncé ces tirs du Hamas sur des civils israéliens ainsi que « l'utilisation présumée d'enfants et de civils comme boucliers humains ». « Les pratiques du Hamas soupçonnées de constituer des crimes de guerre doivent également faire l'objet d'une enquête », insiste-t-il.

Mais selon M. Falk interro-

gé par les médias, il est indispensible de considérer le mouvement palestinien « comme un acteur politique et non comme une organisation terroriste » faute de quoi la réalité du conflit israélo-palestinien « se perpétue d'elle-même » quoi que fasse le Hamas.

Indésirable

D'après les chiffres palestiniens cités par M. Falk, 1434 Palestiniens ont été tués pendant les 22 jours de conflit, du 27 décembre au 18 janvier, dont 960 civils, 239 officiers de police et 235 militants ou combattants. Pendant la même période,

13 Israéliens ont été tués et 200 autres blessés.

M. Falk a été expulsé d'Israël en décembre dernier après avoir été brièvement détenu à son arrivée dans le pays. Les autorités israéliennes l'avaient empêché d'accéder aux territoires palestiniens en le détendant durant plus de 20 heures à l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv. Cette mesure de refoulement sans précédent avait été dénoncée officiellement par la Haut commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme Navi Pillay.

Agence France-Presse

La Chine se classe première mondiale

Sept exécutions par jour en 2008

Londres — En 2008, 2390 condamnés à mort ont été exécutés dans le monde, dont près des trois quarts en Chine, alors que le Bélarus reste le seul pays européen à appliquer la peine capitale, selon un rapport d'Amnesty International publié aujourd'hui.

Dans ce rapport annuel, l'organisation de défense des droits de l'homme, qui a son siège à Londres, a recensé 2390 exécutions dans 25 pays, soit sept par jour, sur l'année écoulée.

Sur la même période, 8864 personnes ont été condamnées à mort. Cinq pays, la Chine, l'Iran, l'Arabie saoudite, le Pakistan et les États-Unis sont responsables de 93 % des exécutions, selon Amnesty. A elle seule, la Chine a procédé à au moins 1718 exécutions, soit 72 % du total mondial. Amnesty considère cependant que ce chiffre est sous-estimé, en raison du secret les entourant.

L'Asie est le continent où la peine de mort est le plus couramment mise en œuvre. 11 pays (Aghanistan, Bangladesh, Chine, Indonésie, Japon, Corée du Nord, Malaisie, Mongolie, Pakistan, Singapour et Vietnam) l'appliquent. A contrario, le Bélarus est le seul pays d'Europe et d'Asie centrale à y avoir recours, après que l'Ouzbékistan l'a abolie. Cet ancien pays du bloc soviétique a exécuté quatre personnes en 2008, selon Amnesty.

Les États-Unis ont procédé à 37 exécutions l'an passé (18 pour le seul État du Texas). Mais ce chiffre est le plus faible depuis 1995, et « il est de plus en plus clair que même les États-Unis se dé-

tournent progressivement de la peine capitale », note Amnesty.

Les deux tiers des États de la planète ont maintenant renoncé à la peine de mort, et sur les 59 pays où elle reste légalement en vigueur, seuls 25 l'appliquent. « La bonne nouvelle, c'est que seul un petit nombre de pays procède à des exécutions, signe que nous progressons vers un monde sans peine de mort », a commenté Irene Khan, la secrétaire générale d'Amnesty.

La cause abolitionniste a subi deux revers en 2008. Saint-Kitts-et-Nevis est devenu le premier État du continent américain hors États-Unis à appliquer la peine de mort depuis 2003. En Afrique, le Liberia l'a rétablie à l'encontre des personnes condamnées pour vol ou acte de terrorisme.

Seulement deux exécutions (au Botswana et au Soudan) ont été recensées en Afrique subsaharienne en 2008, mais 362 condamnations à mort y ont été prononcées. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont, après l'Asie, les régions où le plus grand nombre de personnes ont été mises à mort (508). L'Iran, qui a exécuté au moins 346 condamnés, s'est mis en infraction à la loi internationale, selon Amnesty, en exécutant huit mineurs.

Amnesty a basé son rapport sur des statistiques officielles et sur les données fournies par des organisations non gouvernementales, des défenseurs des droits de l'homme et des médias.

Agence France-Presse

Ultimatum au PKK

« Déposez les armes ou quittez l'Irak »

Bagdad — Le président irakien Jalal Talabani a lancé hier un ultimatum aux combattants séparatistes kurdes du PKK, leur ordonnant de déposer les armes ou de quitter l'Irak lors d'une visite historique à Bagdad de son homologue turc Abdullah Gül.

« Le PKK a deux choix: déposer les armes ou quitter l'Irak », a déclaré M. Talabani. « Il faut que le PKK se lance dans la vie politique et parlementaire au lieu de se servir de ses armes, car l'utilisation des armes fait du tort aux Kurdes et aux Irakiens », a estimé le président irakien, lui-même kurde.

« La Constitution irakienne interdit les groupes armés, le PKK comme les autres, et actuellement nous travaillons avec cet objectif par le biais du comité tripartite » turco-américano-irakien, a ajouté le chef de l'État irakien après des entretiens avec Abdullah Gül.

Gül, premier chef d'État turc à se rendre en Irak depuis plus de 30 ans, a réclamé que les autorités irakiennes combattent le PKK, ajoutant que l'Irak pourrait alors compter sur « la coopération à 100 % » de ses voisins. « Avec la normalisation, l'Irak doit contrôler son territoire et ne pas tolérer que des terroristes y opèrent », a-t-il dit aux journalistes dans l'avion qui le conduisait à Bagdad.

Un porte-parole du gouvernement régional du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, a précisé que le premier ministre kurde, Nechirvan Barzani rencontrerait Gül à l'occasion de sa visite.

Ankara accuse les Kurdes irakiens, qui jouissent d'un statut d'autonomie vis-à-vis de Bagdad, de tolérer, voire d'aider le PKK. Des centaines de militants du PKK sont installés dans les montagnes du Kurdistan irakien, d'où ils font des incursions en territoire turc. De son côté, l'aviation turque mène régulièrement des raids contre ces bases.

Agence France-Presse et Reuters



Des partisans du président déchu hier, à Antananarivo

L'opposition malgache s'organise

Antananarivo — Plusieurs milliers de manifestants ont protesté hier à Antananarivo contre l'arrivée au pouvoir d'Andry Rajoelina et réclamé le retour de Marc Ravalomanana, une contestation inquiétante pour un régime déjà affaibli par l'hostilité de la communauté internationale.

« Avernoo dadanay, avereno Ravalao » (« Faites revenir le père, faites revenir Ravalomanana »), a scandé la foule dans une ambiance festive. « TGV illégal » (surnom de Rajoelina pour son caractère fonceur), « Non à la transition » lançaient les manifestants, au nombre de 8000 selon les organisateurs.

La manifestation s'est tenue dans une partie du parc d'Ambohitovato (centre d'Antananarivo). Environ 3000 manifestants s'y étaient déjà rassemblés samedi pour protester

contre la prise de pouvoir du maire d'Antananarivo.

« On commence par 8000 personnes et on arrivera à 50 000. On va poursuivre notre mobilisation, c'est une question de rapport de forces », a déclaré Andrianantoandro Raharinaivo, porte-parole du parti TIM de M. Ravalomanana, et qui s'est présenté comme porte-parole du mouvement.

Lâché par l'armée, l'ancien président avait été contraint de démissionner mardi dernier en transférant les pleins pouvoirs à un directoire militaire, qui les a ensuite remis à M. Rajoelina. Ce dernier, qui a mené des manifestations populaires pendant des semaines, a prêté serment samedi en tant que président d'une autorité de transition, malgré l'hostilité de la communauté internationale.

Agence France-Presse

EN BREF

Le numéro deux de l'OLP au Liban assassiné

Saida — Le numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine au Liban a été tué avec trois autres Palestiniens hier dans un attentat dans le sud du pays, le plus haut responsable de l'OLP à être assassiné au Liban depuis 1982. Kamal Medhat, adjoint du représentant de l'OLP et ancien proche du leader historique palestinien Yasser Arafat, a été « tué lorsqu'une bombe placée au bord de la route a explosé au moment du passage du convoi près de l'entrée du camp [de Mich Mieh] et d'un barrage de l'armée libanaise », selon Mounir Makdah, responsable de la sécurité dans les 12 camps palestiniens du Liban. La bombe de 20 kilos de TNT a été actionnée à distance, a-t-il précisé. La voiture d'Abbas Zaki, représentant de l'OLP au Liban, est sortie du camp dix minutes avant le convoi de Medhat, a affirmé M. Makdah. « Ceux qui sont derrière cet attentat travaillent d'une manière ou d'une autre dans l'intérêt d'Israël », a accusé Abbas Zaki dans des déclarations télévisées. — AFP

Trafiquants recherchés

Mexico — Le Mexique offre de fortes récompenses, allant jusqu'à deux millions de dollars, pour la capture des principaux barons de la drogue, a annoncé hier le journal officiel. Le parquet mexicain a publié la liste de ces 24 trafiquants de cocaïne, qui appartiennent aux six cartels de drogue les plus importants du pays. Les récompenses sont destinées à « toute personne qui fournira une information utile, exacte et opportune permettant d'aider efficacement à localiser et interpellé » ces trafiquants. Parmi les personnes recherchées figurent notamment les dirigeants du cartel de Sinaloa, l'une des plus importantes mafias qui alimente les États-Unis, premier client de la production mondiale de cocaïne qui avoisine 950 tonnes par an. Ce cartel serait dirigé par Joaquín Guzmán, en fuite depuis son évasion en 2001 d'une prison de haute sécurité près de Guadalajara (ouest du Mexique). Ce baron de la drogue a récemment fait une entrée remarquée dans la liste des milliardaires mondiaux du magazine américain Forbes. — AFP

LE MONDE

Les « yeux » de Rafah ont longue vie

Les tunnels entre l'Égypte et Gaza sont devenus essentiels à la survie des Palestiniens

JEAN-PIERRE PERRIN

Rafah — Les « yeux » de Rafah, comme les appellent les terrassiers palestiniens, ne restent jamais longtemps fermés. Les bombes israéliennes, parfois, les crévent, les tempêtes de sable ou les rafales violentes des pluies de février les aveuglent, mais, le plus souvent, ils rouvrent très vite. Les yeux, ce sont les tunnels, ou plus exactement l'entrée des tunnels, qui relient Rafah, la Palestinienne, à Rafah, l'Égyptienne.

Depuis le blocus israélien, devenu incontournable après la prise du pouvoir à Gaza par le Hamas, en juin 2007, le nombre des tunnels n'a cessé d'augmenter. Si bien que personne, aujourd'hui, ne connaît exactement leur nombre: 800, 900, 1000... Tous n'ont pas la même longueur: de 20 à 500, voire 600 mètres, en général. Certains puits sont de vrais ouvrages d'art. On y accède à l'aide d'un treuil électrique avant de déboucher sur une galerie de mine, bien étayée, bien aérée. Le tunnel dans lequel nous descendons est plus sommaire. Pour accéder au premier palier, il faut descendre une courte mais mauvaise échelle, puis sauter au fond d'un trou, d'où part un étroit boyau, en partie effondré, où l'on doit avancer cassé en deux et où l'on respire mal. C'est là que travaille Ahmed, un père de sept enfants, qui assure que « jamais les Israéliens ne pourront venir à bout des tunnels parce que c'est le seul moyen de briser le siège de Gaza. C'est grâce à eux que nous avons du sucre, du lait et des médicaments ». Une certitude: ils ont donné naissance à une véritable économie souterraine qui emploie des milliers de personnes.

La zone des tunnels évoque un peu ces images de villes de chercheurs d'or américains colportées par les westerns. C'est un paysage complètement bouleversé. Un gruyère sablonneux de cavités, maillé de monticules, de terrils, de tentes, souvent de simples bâches en plastique ou de baraques préfabriquées pour dissimuler l'ouverture des puits. Les bombes israéliennes ont rajouté leurs cratères. Partout, on entend la rumeur sourde des systèmes de ventilation des galeries. Ici et là, le grondement d'un bulldozer qui creuse un nouveau puits. Les bombes et les missiles n'ont pas visé que les tunnels. Ils ont écrasé tous les bâtiments établis le long de cette zone, les réduisant à des squelettes de béton.

Corruption proverbiale

L'Égypte se cache derrière un mur à quelques centaines de mètres de la zone des tunnels et l'on voit ses minarets, à la différence de ceux de Gaza, souvent réduits à des moignons, s'élever vers le ciel. Rafah l'Égyptienne vit plutôt bien des trafics et des tunnels qui lui ont apporté une prospérité inespérée. Officiellement, Le Caire s'est engagé auprès



L'entrée d'un des tunnels détruits lors de l'offensive israélienne de janvier

IBRAHIM ABU MUSTAFA REUTERS

d'Israël à mettre fin à toute cette activité clandestine. Mais, selon un officier des renseignements israéliens rencontré à Tel-Aviv, l'Égypte ne veut, ni ne peut pas aller trop loin dans la répression.

S'ajoute la corruption proverbiale de la police locale. Il arrive cependant, indique Abou Mohammed, un patron de tunnel de 35 ans, que les policiers égyptiens fassent exploser les tunnels en injectant du gaz dans les boyaux. Faute d'avoir été prévenus, des terrassiers auraient été tués. Quand les patrons sont à l'entrée des yeux pour surveiller les travaux, ils ne sont en général pas très caustiques. Ou alors, ils assènent des banalités, du genre « non, il n'y a pas vraiment de risque à creuser ». Les terrassiers, eux, sont plus bavards. L'un d'eux, Ahmed, le père de famille cité plus haut, les contredit: « C'est de plus en plus dangereux de bosser là-dedans, car les bombes israéliennes ont fragilisé les galeries. A n'importe quel moment, tout peut s'écrouler. Le danger est là, à chaque instant ».

La trêve décrétée unilatéralement par Israël et le Hamas n'ayant pas mis fin aux tirs de roquettes en

provenance du territoire palestinien, ce sont souvent les tunnels qui sont visés en représailles. Les pluies de l'hiver aggravent encore les risques pris par les terrassiers. Début mars, cinq d'entre eux ont été tués dans l'effondrement de leur galerie et quatre contrebandiers la semaine précédente. « Nous sommes obligés de travailler malgré nous », ajoute Ahmed, qui confie gagner entre 60 et 70 dollars par jour. « Ça ne mérite pas de sacrifier sa vie pour si peu ».

Après l'offensive israélienne, quand Ahmed et ses 14 compagnons ont pu reprendre le boulot, il leur a fallu trois jours de travail d'arrache-pied pour rouvrir « l'œil ». « On a dû s'y reprendre à quatre fois pour pouvoir à nouveau accéder à la galerie principale qui s'était effondrée. Il nous a fallu sans cesse désensabler et étayer. Mais plus on creuse, plus c'est facile car il y a davantage d'air. Et quand le boyau s'écroule, c'est moins difficile de déblayer et de sauver les terrassiers », ajoute-t-il. Dans les tunnels, les techniques pour survivre en cas d'accident sont restées rudimentaires. Les journalistes sont reliés à

l'extérieur par un simple tuyau grâce auquel ils pourront respirer si la galerie s'effondre. S'ils sont emmurés, c'est de l'eau ou du lait qu'on leur fera passer toujours grâce à ce conduit.

Policier ou terrassier

Avant le début de la seconde Intifada en 2000, les secteurs de l'industrie, du bâtiment et de l'agriculture employaient plus de 120 000 personnes à Gaza, selon Paltrade, une organisation privée chargée de recueillir des données pour les Nations unies. Mais depuis juin 2007, ces trois secteurs sont à l'arrêt. D'où un taux de chômage de 94 %. Les seules possibilités de travail sont d'entrer dans la police ou de devenir terrassier. D'où l'essor de Rafah, que l'on peut sentir dans les quelques rues commerçantes de la petite ville, dans un contexte de paupérisation générale.

Il y a d'ailleurs un monde entre ces journaliers payés au mètre de galerie creusée et les patrons des souterrains. « Nous, on ne sait rien des tunnels, reconnaît Ahmed. Le patron nous dit de creuser 200 ou 250 mètres, alors on creuse 200 ou 250 mètres ». « Qui a de l'argent peut faire un tunnel », lance Malek al-Nafagh, un petit patron, qui consent à donner quelques chiffres sur son commerce. En moyenne, il gagne 100 dollars par sac de 40 kg, dont la moitié est reversée au propriétaire égyptien du terrain où débouche le tunnel. « Un tunnel peut être rentable au bout d'un mois ou d'un mois et demi. Cela dépend du temps qu'il a fallu pour le creuser, donc de la nature du terrain. Il faut compter environ 50 000 dollars pour 400 mètres de galeries », précise-t-il. Patron d'un grand tunnel, Abou Mohammed estime à plus de 10 000 le nombre des journaliers employés dans les tunnels. Lui reconnaît que leurs conditions de travail sont très dures: « Mais c'est leur seule façon de vivre. Personne ne peut plus aller travailler en Israël. Et toutes les usines de Gaza ont été détruites ou fermées. » Il explique aussi que les tunnels sont la propriété de petites sociétés, nées de la réunion de plusieurs partenaires.

Pour le moment, ce sont des sacs remplis de balots de tissus qu'un treuil remonte du puits. Un sac par couleur. Un camion viendra les chercher. Tout semble très bien organisé. Grâce à son téléphone portable, le patro, est en contact permanent avec un intermédiaire égyptien qui l'informe des marchandises en cours de livraison. Le Hamas et les autres mouvements islamistes ont leurs propres galeries, différentes de celles utilisées par les commerçants. Abou Tarek, un jeune patron de 23 ans, admet pourtant que des armes passent parfois par son tunnel. « Par solidarité avec la résistance, je les fais entrer gratuitement », affirme-t-il.

Libération

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES • HEURES DE TOMBÉE
 Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.
Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi
Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi
 Tél.: 514-985-3344 Fax: 514-985-3340
 Sur Internet : www.ledevoir.com/avis.html | www.ledevoir.com/offres.html
 Courriel : avisdev@ledevoir.com

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS
 Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.
 En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

Avis public
Régie de l'énergie
DEMANDE D'APPROBATION DE LA GRILLE DE PONDÉRATION DES CRITÈRES NON MONÉTAIRES POUR L'APPEL D'OFFRES ÉOLIEN ISSUS DE PROJETS COMMUNAUTAIRES ET AUTOCHTONES (R-3685-2009)
Procédure d'examen de la demande
 Le 9 février 2009, Hydro-Québec dans ses activités de distribution (le Distributeur) a déposé auprès de la Régie de l'énergie (la Régie) une demande d'approbation de la grille des critères de sélection et la pondération qui seront utilisées lors du processus de sélection des soumissions pour un appel d'offres de 500 MW d'énergie éolienne. Cet appel d'offres sera lancé par le Distributeur au plus tard le 1^{er} mai 2009.
 Cette demande fait suite à l'adoption par le gouvernement, en date du 4 mars 2009, des décrets numéros 180-2009 concernant le Règlement sur un bloc de 250 MW d'énergie éolienne issu de projets autochtones et 179-2009 concernant le Règlement sur un bloc de 250 MW d'énergie éolienne issu de projets communautaires, ainsi que des décrets du 29 octobre 2008, numéros 1044-2008 et 1046-2008, concernant les préoccupations économiques, sociales et environnementales indiquées à la Régie à l'égard de ces blocs d'énergie éolienne.
 Le rôle de la Régie de l'énergie dans ce type de dossier vise à s'assurer que la demande du Distributeur concernant l'approbation de la grille d'évaluation des critères non monétaires est conforme aux décrets gouvernementaux fixant le cadre de cet appel d'offres.
 La Régie entend procéder à l'examen de cette demande sur dossier. Elle demande à toute partie intéressée de transmettre à la Régie et au Distributeur ses commentaires au plus tard le **9 avril 2009 à 12 h**. Le Distributeur pourra répondre à ces commentaires au plus tard le **22 avril 2009 à 12 h**.
 La Régie pourra rembourser les frais qu'elle aura considérés raisonnables et utiles à ses délibérations en fonction des critères prévus au Guide de paiement de frais des intervenants. Le texte du guide de paiement est accessible au centre de documentation de la Régie et sur son site Internet au www.regie-energie.qc.ca
Le Secrétaire Régie de l'énergie
800, place Victoria, bureau 2.55
Montréal (Québec) H4Z 1A2
Téléphone : 514 873-2452 ou sans frais 1 888 873-2452
Télécopieur : 514 873-2070
Courriel : greffe@regie-energie.qc.ca

Avis public
Montréal
 Avis est donné qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal aura lieu :
 Date le lundi 30 mars 2009, à 19 h
 Lieu Salle du conseil de l'hôtel de ville 275, rue Notre-Dame Est (métro Champ-de-Mars)
 Avis est également donné, conformément à l'article 105.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) que le rapport financier et le rapport du vérificateur de la Ville de Montréal, pour l'exercice financier 2008, seront déposés à cette séance.
 Une période de questions du public est prévue au début de l'assemblée. Les personnes qui désirent poser des questions doivent s'inscrire dans les 30 minutes précédant le début de l'assemblée et utiliser la porte située du côté ouest de l'hôtel de ville (place Vauquelin). Les personnes à mobilité réduite accèdent à l'édifice par la porte du côté ouest (place Vauquelin).
 La salle est équipée d'un système d'aide à l'audition. Pour y avoir accès, il suffit de syntoniser la fréquence 100,3 sur la bande FM de votre baladeur. De plus, un service d'interprétation pour les personnes ayant des limitations auditives est offert sur demande, sous réserve de la disponibilité d'interprètes. Veuillez communiquer, au moins 3 jours ouvrables à l'avance, au 514-872-3142. Montréal, le 24 mars 2009
 Le greffier de la Ville, M^{re} Yves Saindon

Don in memoriam
 Un don de réconfort et d'espoir
 514 527-2194
 1 877 336-4443
www.fqc.qc.ca
 Fondation québécoise du cancer

Ville de Westmount
APPEL D'OFFRES
 Le bureau du greffier de la Ville, situé au 4333, rue Sherbrooke Ouest, Westmount (Québec) H3Z 1E2, recevra des soumissions jusqu'à midi (12 h) le jeudi 16 avril 2009, lesquelles seront ouvertes publiquement le même jour à 12 h 05 dans la salle du conseil, à la même adresse, pour ce qui suit :
RECONSTRUCTION DE TROTTOIRS ET RÉFECTION DE COUPES DE RUES DANS LA VILLE DE WESTMOUNT
 Appel d'offres numéro : PW-2009-850
 Les documents d'appel d'offres peuvent être obtenus au bureau du directeur du Service des travaux publics situé au 1, rue Bethune à Westmount (no de tél. : 514.989.5268) à compter du mardi 24 mars 2009.
 Un montant de cinquante dollars (50 \$) payable à la Ville de Westmount est exigible pour les documents d'appel d'offres et ce montant n'est pas remboursable.
 La Ville de Westmount ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues, et n'encourra aucune obligation ni aucun frais d'aucune sorte envers les soumissionnaires.
 Nancy Gagnon
 Greffière adjointe de la Ville

Avis public
Montréal
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
 Avis est donné qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération aura lieu :
 Date le jeudi 2 avril 2009, à 17 h
 Lieu Salle du conseil de l'hôtel de ville 275, rue Notre-Dame Est (métro Champ-de-Mars)
 Avis est également donné, conformément à l'article 105.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) que le rapport financier et le rapport du vérificateur de la Ville de Montréal, pour l'exercice financier 2008, seront déposés à cette séance.
 Une période de questions du public est prévue au début de l'assemblée. Les personnes qui désirent poser des questions doivent s'inscrire dans les 30 minutes précédant le début de l'assemblée et utiliser la porte située du côté ouest de l'hôtel de ville (place Vauquelin). Les personnes à mobilité réduite accèdent à l'édifice par la porte du côté ouest (place Vauquelin).
 La salle est équipée d'un système d'aide à l'audition. Pour y avoir accès, il suffit de syntoniser la fréquence 100,3 sur la bande FM de votre baladeur. De plus, un service d'interprétation pour les personnes ayant des limitations auditives est offert sur demande, sous réserve de la disponibilité d'interprètes. Veuillez communiquer, au moins 3 jours ouvrables à l'avance, au 514-872-3142. Montréal, le 24 mars 2009
 Le greffier de la Ville, M^{re} Yves Saindon

SLA : 3 lettres du mot paralysie
 La SLA vous enlève TOUT, sauf votre lucidité
 Aidez-nous à vaincre cette maladie mortelle qui tue 3 Québécois par semaine !
 SOCIÉTÉ DE ASCLÉROSE LATÉRALE AMYOTROPHIQUE DU QUÉBEC (SLA-Québec)
 (514) 725-2653
 1-877-725-7725 (sans frais)

Ville de Westmount
APPEL D'OFFRES
 Le bureau du greffier de la Ville, situé au 4333, rue Sherbrooke Ouest, Westmount (Québec) H3Z 1E2, recevra des soumissions jusqu'à midi (12 h) le jeudi 16 avril 2009, lesquelles seront ouvertes publiquement le même jour à 12 h 05 dans la salle du conseil, à la même adresse, pour ce qui suit :
POSE DE REVÈTEMENT BITUMINEUX DANS LA VILLE DE WESTMOUNT
 Appel d'offres numéro : PW-2009-851
 Les documents d'appel d'offres peuvent être obtenus au bureau du directeur du Service des travaux publics situé au 1, rue Bethune à Westmount (no de tél. : 514.989.5268) à compter du mardi 24 mars 2009.
 Un montant de cinquante dollars (50 \$) payable à la Ville de Westmount est exigible pour les documents d'appel d'offres et ce montant n'est pas remboursable.
 La Ville de Westmount ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues, et n'encourra aucune obligation ni aucun frais d'aucune sorte envers les soumissionnaires.
 Nancy Gagnon
 Greffière adjointe de la Ville

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE
 AVIS EST DONNÉ que suite au décès de Monsieur Harold SARTERHWAITE, retraité, résidant au no 5100-41^{er} Avenue à La-Vallée, Province de Québec H7R 3T1, survenu le 15 février 2009, un inventaire de ses biens a été fait par son liquidateur Monsieur Lorne Kenneth Robinson, le 20 mars 2009, devant Sylvie Lévesque, notaire. Les intéressés peuvent le consulter au bureau du notaire, au 183, rue St-Eustache, St-Eustache, Qc. Donné le 20 mars 2009. Par: Lorne Kenneth Robinson, liquidateur.
 Avis est donné que l'inventaire des biens de feu Ange TOURIGNY, en son vivant domicilié au 3710 rue de Verdun, condo 6, Verdun, Québec H4G 1K6 et décédé en la Ville de Verdun, Québec, le 19 septembre 2008, a été fait par les liquidateurs successoraux Jean LAFOND, Jacques LAFOND et Ginette LAFOND, peut être consulté à l'édifice.
 Me Michelle TREMBLAY, notaire
 5035 rue de Verdun, Suite 300
 Arrondissement Verdun
 Montréal, Québec, H4G 1N5
 Téléphone: 766-0800
 DONNÉ à Montréal, ce vingt-neuf jour de mars deux mille neuf (2009)
 (s) Jean Lafond
 (s) Jacques LAFOND
 (s) Ginette LAFOND
 Prenez avis que Donald Robichaud, domicilié au 1195, 28^e avenue, Montréal, H1A 4M3, présentera au directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de Donald G. Robichaud.
 Donald Robichaud

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO. 500-22-155104-097
COUR DU QUÉBEC (Chambre civile)
 SCOTIA DEALER ADVANTAGE INC.
 Demanderesse
 SATGUNANATHAN RAVEEN-THIRAN, de résidence inconnue, Défendeur
ASSIGNATION PAR AVIS PUBLIC (Art. 139 C.p.c.) PAR ORDRE DU TRIBUNAL:
 La demanderesse avise le défendeur qu'elle a déposé au greffe de la Cour du Québec, du district de Montréal, une Requête pour l'émission d'un bref de saisie avant jugement, un Affidavit pour l'émission d'un bref de saisie avant jugement, un Bref de saisie avant jugement, un inventaire des pièces de la demanderesse et les pièces P-1 à P-4. Une copie de ces documents a été laissée à l'intention du défendeur au greffe du tribunal, au Palais de justice de Montréal, 1, rue Notre-Dame est, salle 1.120. Le défendeur est requis de produire une comparution écrite, dans un délai de trente (30) jours de cette publication, personnellement ou par l'entremise de ses procureurs, au greffe du tribunal, au Palais de justice de Montréal.
 La demanderesse avise le défendeur que faute par lui de déposer sa comparution écrite au greffe du tribunal dans ce délai, la demanderesse pourra procéder à obtenir contre lui un jugement par défaut conforme aux conclusions contenues dans la Requête introductive d'instance. Si le défendeur comparait, la Requête introductive d'instance sera présentée devant le tribunal le 6 mai 2009, à 9h00, en salle 2.06 du Palais de justice de Montréal et le tribunal pourra, à cette date, exercer les pouvoirs nécessaires en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance ou procéder à l'audition de la cause, à moins que le défendeur n'ait convenu par écrit avec la demanderesse ou son avocat d'un calendrier à respecter en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance, lequel devra être déposé au greffe. Si le défendeur qui a produit une comparution écrite, désire contester, il doit se présenter au Palais de justice de Montréal à cette date.
MONTRÉAL, le 17 mars 2009
 JULIE VEILLEUX, J.C.Q.
 JUGE
 DE LA COUR DU QUÉBEC
 Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de la Loi sur les compagnies (Québec), COMPAGNIE D'INVESTISSEMENT FAURECIA CANADA / FAURECIA CANADA INVESTMENT COMPANY demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission d'obtenir sa dissolution.
 Le secrétaire, Stephen D. Kramer

CULTURE

THÉÂTRE

Journal intime à cinq voix

BYE BYE BABY

Texte: Élyse Gasco. Mise en scène: Clare Schapiro. Une production d'Imago Théâtre présentée au Studio Hydro-Québec du Monument National jusqu'au 28 mars.

ALEXANDRE CADIEUX

Les voyages sont les milieux théâtraux et anglophones entre si rares dans le théâtre montréalais que la production en français de *Bye bye baby*, dans une traduction de Maryse Warda, constitue déjà une occasion de réjouissance. Récit autobiographique saupoudré de fantaisie et écrit par Élyse Gasco, le spectacle se lit comme une plongée dans le journal intime d'Ellie, une jeune auteure d'une trentaine d'années qui tente de retrouver sa mère biologique alors qu'elle est elle-même enceinte.

Autour de la jeune femme gravitent sa mère adoptive et une agente des services sociaux, mais aussi une amie imaginaire qui depuis l'enfance lui tient lieu de confidente. Apparaît également à l'occasion une créature langoureuse, une mère fantasmée à laquelle donne corps la danseuse Mathilde Monnard et qui semble être le produit d'une imagination fertile qui depuis 20 ans attend la grande rencontre réconciliatrice. Voilà une comédie dramatique bien troussée, mais qui semble avoir un peu perdu, malgré la qualité du travail de Warda, de ce côté direct et incisif propre à la langue anglaise.

Le décor conçu par Yannik Larivée évoque littéralement un journal intime ou un livre: de hauts pans de mur pivotent et se rabattent pour signifier différents changements de lieu, de la

salle de bain d'Ellie au bureau de la travailleuse sociale. Une fenêtre, un miroir sans tain et quelques autres artifices permettent des jeux de cachettes qui illustrent bien l'état mental légèrement délirant du personnage principal, entre l'enthousiasme et l'angoisse. La manipulation de la scénographie s'avère par contre laborieuse, jusqu'à alourdir le rythme d'un texte où alternent des scènes de durées inégales qui parfois s'allongent inutilement.

Le décor a également tendance à écraser un peu les actrices, ce qui est bien dommage, car la distribution frappe par sa richesse. Martine-Marie Lalonde, truculente dans *Opium*, 37 en décembre dernier, compose une Ellie nuancée, alors qu'à ses côtés Nathalie Claude ne semble pas avoir toute la latitude voulue pour insuffler à l'amie imaginaire son habituel bagout. Si Dominique Leduc émeut en mère adoptive, Felicia Shulman, qui reprend ici le rôle de l'assistante sociale Babs Dubois qu'elle avait créé en anglais en 2004, nous déride grâce à une performance énergique et colorée.

Ce récit d'apprentissage hanté par la présence de la chanteuse Joni Mitchell, qu'Ellie soupçonne un temps d'être sa véritable mère, constitue le partage généreux d'une quête identitaire ponctuée par les nombreuses difficultés bureaucratiques et psychologiques qui guettent ceux qui entreprennent ce genre de démarche. Cette première aventure francophone pour l'équipe d'Imago Théâtre (*The Baroness and the Pig*) représente, malgré les quelques bémols énumérés ici, un agréable moment de théâtre qui risque de nourrir réflexions et conversations sur un sujet délicat.

Collaborateur du Devoir

THÉÂTRE

Mais qu'est-ce qu'elle a?



MICHEL BÉLAÏR

Vous le savez, vous, ce qu'elle a Brigitte Haentjens? À quoi elle carbure pour faire du théâtre comme elle en fait? Du théâtre qui ne se contente pas seulement de décaler par les thèmes qu'il aborde. Non. Du théâtre «croche», qui sonne bizarre. Avec plein de trucs qui «clochent»: la façon de mettre le texte en jeu, de faire bouger les comédiens, l'espace dans lequel elle plante tout cela...

Le *Woyzeck* qu'elle propose à l'Usine C est tout à fait de cette eau: c'est une production déroutante. Destabilisante. Un truc dont on ne sort pas tout à fait indemne; on s'y sent un peu agressé, provoqué plutôt par ce choix constant du non-réalisme, du «sur-théâtre», du plus que joué.

Un peu comme dans son *Médée Matériau* où Haentjens avait poussé le raffinement jusqu'à faire bouger ses acteurs de si étrange façon que le texte en prenait une dimension encore plus large... Ou dans sa *Cage de verre* aussi où l'espace scénique incarnait presque l'intérieur de la cuisinière à gaz dans laquelle Sylvia Plath a mis fin à ses jours.

Dans ce cas-ci, elle a l'audace d'amener ses comédiens à marcher, mais aussi à «danser presque faux»; on s'étonnera longtemps de son choix de faire littéralement giguer la testostérone et le pétage de bretelle de ses personnages. Son *Woyzeck* n'a évidemment rien à voir avec le music-hall, mais ses acteurs y dansent la claquette! Étonnant, c'est le moins que l'on puisse dire...

Et la langue aussi dans laquelle elle a choisi d'incarner cette histoire archétypale du pauvre ouvrier trompé, du mari jaloux qui tue sa femme... Une langue drue, dure, volontairement populaire. Georg Büchner était un activiste militant auprès des gens du peuple et, pour Haentjens, cette langue-là est encore la langue de tous les gens «nés pour un p'tit pain» de la terre, et elle a tout à fait raison. Aussi «étrange» ou même «vide» cela puisse-t-il parfois sonner.

Parce que, elle ne se gêne pas pour le dire en entrevue, le théâtre pour elle, c'est ça: une occasion de se remettre en question, de se redéfinir, de tout remettre en jeu, ensemble, différemment. De regarder lucidement dans quoi l'humanité a pu s'empêtrer de tout temps, depuis les Grecs jusqu'aux Américains en passant par les préévolutionnaires allemands. Et d'agir pendant qu'il est encore temps. C'est ce qui fait du théâtre un outil essentiel. Un service essentiel, plutôt.

Le monde qu'elle met en scène en adaptant un texte inachevé écrit en 1837 par un «jeune exalté» mort à 23 ans ressemble étrangement à notre monde, et c'est un monde insupportable. Avec des fats et des gens faux, partout. Un monde presque «primitif». Un monde de «gros bras» en tous genres préoccupés d'abord de survivre en affirmant leur peu de pouvoir. Un monde de p'tits boss. Sans ambition. Sans véritable projet valable. Sans même le temps de réfléchir à quoi que ce soit. Un monde mort, presque. Dangereusement sur le bord de...

Un peu comme si, un quart de siècle après Léo Ferré, Brigitte Haentjens venait dire aussi à sa façon... il n'y a plus rien.

Non mais, qu'est-ce qu'elle a?

Mauvaise habitude

Le président du Conseil québécois du théâtre (CQT), Martin Faucher, n'est jamais tout à fait à court d'images, bien au contraire. La semaine dernière, en réagissant bien sûr au budget Jérôme-Forget, il réussissait à se surpasser lui-même en écrivant: «À l'heure où le Québec est

obsédé par le papier commercial, il devrait miser plutôt sur le papier artistique qui est fiable et possède une valeur constante.»

Cette constatation venait en fin d'un communiqué dans lequel le CQT se réjouissait aussi de voir le ministre de la Culture, Christine St-Pierre, trouver trois millions de dollars pour améliorer la visibilité des artistes québécois à l'étranger... mais déplorait dans un même élan la stagnation du budget du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) — son financement est à peine supérieur à la hauteur des demandes du milieu en 1994, lors de la création de l'organisme. Faucher soulignait de façon très juste que les travailleurs culturels sont des travailleurs au même titre que les autres et qu'ils devraient eux aussi voir des mesures destinées à favoriser l'embauche pour les aider à sortir de la crise... Ce qui n'est pas vraiment le cas puisque, en temps de crise on le sait, les gens qui administrent l'argent que nous leur versons pour donner forme à nos rêves et à nos besoins collectifs ont souvent la mauvaise habitude de considérer la culture comme un luxe. Ou pire peut-être, comme un divertissement.

Martin Faucher n'est certainement pas le seul à penser qu'il ne faut pas laisser aller les choses. «Le milieu doit continuer à se mobiliser pour que les hommes politiques ne prennent pas prétexte de la crise pour se défilier, confiait cette semaine en entrevue Marie-Thérèse Fortin du Théâtre d'Aujourd'hui. Il faut continuer à faire des pressions pour que le rôle des Conseils des arts soit réaffirmé à tous les paliers.»

C'est dit: continuons le combat!

En vrac

■ Même si ça ne paraît pas toujours, on essaie de vous parler le plus souvent possible de la vie du théâtre en région. Mais voilà qu'une coproduction entre le Théâtre du Double Signe de Sherbrooke et La Rubrique de Jonquière nous amène *Je ne pensais pas que ce serait sucré* au Théâtre Prospero du 31 mars au 18 avril. Le texte de Catherine Cyr, qui raconte la bizarre histoire du diable qui entre en séance de thérapie parce que les hommes n'ont plus besoin de lui pour faire le mal, est mis en scène par Patrick Quintal. Je n'ai pas vu la chose, mais on en dit beaucoup de bien. On se renseigne au ☎ 514 842-3851.

■ La Maison Théâtre termine cette année sa saison avec un encan en ligne jusqu'au 17 avril. On pourra trouver le catalogue de la vingtaine d'objets mis en vente au www.maisontheatre.com et qui n'attendent que le plus offrant. Toutes les sommes recueillies, nous dit le communiqué, «financeront directement les billets de théâtre distribués aux quelque 8500 enfants qui bénéficient des programmes d'accessibilité de la Maison Théâtre». Il y a aussi des lots à gagner pour ceux qui participent à l'encan — textes inédits de Suzanne Lebeau, marionnette de Charlotte Scotte, billets et chandails de hockey, etc. L'on pourra aussi acheter des affiches de spectacles, des t-shirts et des lots de cartes signées Pierre Pratt et, le 27 mars, le public est invité à rencontrer tous les artistes et collaborateurs qui sont passés à la Maison Théâtre dans le cadre d'une grande fête du théâtre. On se renseigne au ☎ 514 288-7211.

■ Beaucoup de choses sont prévues (et d'autres encore sont à venir) dans le cadre des célébrations entourant, le 27 mars justement, la Journée mondiale du théâtre. Le CQT renoue avec la diffusion d'un Message québécois pour l'occasion en demandant à la dramaturge Lise Vaillancourt, présidente du CEAD, de le rédiger. Ce message, que l'on peut trouver sur le site du CQT, sera lu et distribué dans la plupart des salles de théâtre et dans divers lieux culturels. Rappelons que c'est l'homme de théâtre brésilien Augusto Boal, fondateur du mouvement Le Théâtre de l'Opprimé, qui est l'auteur du Message international que l'on pourra trouver au www.iti-worldwide.org

mbelaïr@ledevoir.com

EN BREF

Le Ring doublement primé à Aubagne

Le Ring, d'Anais Barbeau-LaValette, a remporté deux prix au 10e Festival international du film d'Aubagne qui s'est terminé samedi dernier. Il a reçu le laurier du meilleur film ainsi que le Grand Prix pour la meilleure musique originale, accordé à Catherine Major. *Le Ring* avait déjà été primé dans d'autres rendez-vous de films, dont celui de Taipei et de Vladivostok. — *Le Devoir*

Succès du FFDPM

Avec un public de plus en plus présent, le quatrième Festival de films sur les droits de la personne de Montréal, clôturé dimanche, s'impose comme un rendez-vous incontournable. Huit films étaient en compétition pour le Grand Prix du documentaire et 45 films pour celui du public. *Child Miners*, bouleversant film de Rodrigo Vazquez sur les enfants boliviens des mines exploités jusqu'à la maladie, a remporté le Grand Prix du documentaire. C'est *Faces* de Gérard Maximin, amusants et grimaçants portraits de Palestiniens et d'Israéliens croqués par le photographe JR sans permission d'Etat. Le Grand Prix au 1er Concours de photoreportages sur les droits humains, est décerné à Christophe Cham-

martin pour *Prison de plastique*, sur les terribles conditions des immigrants maghrébins dans des bidonvilles du sud de l'Espagne. — *Le Devoir*

Deux nouveaux membres du C.A. au FNC

Phoebe Greenberg, fondatrice et présidente de DHC/Art et de PHI Gropp, ainsi que Fady Atallah, président-directeur général et cofondateur de l'Agence de création interactive Bluesponge, viennent de rejoindre les rangs des membres du conseil d'administration du Festival du nouveau cinéma de Montréal. Les autres membres, toujours en place, sont Martin Desroches, Liliana Komorowska, Rémy Khouzam, Denise Robert, Pierre Latour, Michel Ostiguy et Michel Trudel. — *Le Devoir*

Nouveau Jeu Aux Écuries

Pour lancer, jeudi dès 17h, son numéro 130, son nouveau logo et sa nouvelle allure sur papier glacé, *Jeu* a choisi un des lieux les plus «hot» en ville: Aux Écuries. Surtout que, au centre de ce premier numéro «nouvelle manière», on trouvera un vaste dossier, piloté par Hélène Jacques, consacré aux «Ani-

maux en scène», une occasion de «créer des formes nouvelles, d'interroger l'art et la condition humaine». Ailleurs, le metteur en scène Gregory Hlady inaugure la rubrique Carte blanche en nous invitant dans les coulisses de *Cœur de chien*; on nous parle du Carrefour international de théâtre, de ManiganSes et l'on évoque même la naissance du Théâtre populaire du Québec (TPQ). On en profitera pour s'attarder un peu et se payer par la même occasion une représentation d'*Ubu sur la table* de la Pire Espèce qui prend l'affiche à 20h au même endroit. — *Le Devoir*

Crosby, Stills & Nash en tournée

Washington — Crosby, Stills & Nash va effectuer une tournée américaine et européenne cet été, 40 ans après sa légendaire prestation au festival de Woodstock, a annoncé hier le groupe de rock-folk anglo-américain sur son site Internet. David Crosby (67 ans), Stephen Stills (64 ans) et Graham Nash (67 ans) entameront le 3 juin à Saint-Louis cette tournée qui les conduira à Chicago, New York et Boston. Le groupe franchira ensuite l'Atlantique pour jouer dans six pays d'Europe (Royaume-Uni, France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Irlande). Un concert est prévu à Paris à l'Olympia le 4 juillet. — *AFP*

À LA TÉLÉVISION

CANAL	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
SRC	Le Téléjournal		Virginie	La Facture	Beautés désespérées / Demain ne mourra jamais		René René Lévesque, le destin d'un chef		Le Téléjournal		La zone	23h45	La fosse aux lions
TVA	Le TVA 18 heures	Le cercle	Les Gags	Star Académie: La quotidienne	La fièvre de la danse		La promesse		Le TVA 22 heures	22h45	Denis Lévesque	23h45	CONNIE ET CARLA (2004) Nia Vardalos.
TO	Kaboom!	Tactik	Les Appendices	Ça manque à ma culture	National Geographic / Gabon: Le triomphe de la nature		Le jour où je ne suis pas mort: Souvenirs d'Iraq		Bluff		Les francs-tireurs		La période de questions
TQS	Drôle, drôle, drôle	450, chemin du golf	Meilleurs moments	Pop Corn	Dirty Sexy Money / Weekend à la campagne		Men in Trees: Leçons de séduction / Baiser volé		110%		Meilleurs moments	A Hollywood	Infopublicité
RDI	RDI en direct	RDI en direct	24 heures en 60 minutes		Grands Reportages		Le Téléjournal		RDI en direct	Le National	Le Téléjournal		Le journal RDI
TVS	17h55 Champion	Journal FR	Change	Caméra café	Pékin express 3: La route des Incas		21h40	Écrivain	Facteur	D'est en ouest	TV5 le journal	Secrets d'histoire	
D	Compl. fou	Drôle-monde	Biographies / William Shatner		Docu-D		Images-chocs		Facteur	D'est en ouest	TV5 le journal	Secrets d'histoire	Docu-D
VIE	Noces rock	Déco mesure	ByeMaison	Toc Docteur	Défilé-vrai-moi de mes kilos		Touche-Sarah	ByeMaison	Décore ta vie	Maître chez soi	Dre Nadia	Islam Québec	Cinéma
MP	Ram		Pamela	M.Net	Radar	TopRock	Mon char	Punk'd: stars	Danse ou crève!		Ram	Top5M+	
MX	Top5 Anglo	Top5 Franco	Cocktail pop		Génération 2000 / 2003		Musicographie québécoise		Style de Star	Style de Star	Star-O-Mètre	L'index québécois	Cocktail pop
VRAC TV	Les frères Scott		Grenade?	Stan- ses stars	Dans le trouble: Ce que j'aime		Smallville / Réminiscences		70	Degrassi	Changement	R-Force	Hors d'ondes
TTF	Les Simpson	Batman	Bakugan	Chaotic	Di-Gata	Classe Titans	Les Simpson	American Dad	Naruto	Punch	Les Simpson	American Dad	Punch
RDS	Sports 30 (D)		L'avant-match	LNH Hockey / Thrashers d'Atlanta c. Canadiens de Montréal (D)			L'antichambre (D)		L'antichambre (D)		Sports 30 (D)	Canadien express	
HISTORIA	L'Antiquité		A vos marteaux		Passion maisons		NCIS enquêtes / Puzzles		Entre l'amour et le devoir				Petite maison
ARTV	Le temps d'une paix		Cabine C / Patrice L'Écuyer		LaCultureNul	Tout sur moi	EMPORTE-MOI (1998) avec Pascale Buisières, Karine Vanasse.		C'est juste de la TV				Comédiens
SÉRIES+	Bones / En quête de preuves		Les experts		Justice à Boston / O!é!		Nip/ Tuck	New York 911	Sue Thomas		Destin Bruno		Comédiens
ZTELÉ	La porte des étoiles		Banc d'essai	Comment...fait	Liens de sang / Norman		Dead Zone / Guet-apens	Torchwood / Adam	Chasseurs de fantômes		Comment...fait		Comédiens
C. SAVOIR	L'éthique du bonheur		Mimi-Biz		Grammaire		Le stress au travail	Documentaristes	La démocrate est-elle malade?				Comédiens
EVASION	Cuba-Aventure / Excursions		Mordu de la pêche / Nunavik		Marie par -30 / Montréal		En Australie	Le tour du monde en 80 trésors	BoutDuMonde / Planète		En Australie		Comédiens
TFO	Cornemuse / WonderChoux		Panorama		La Forêt enchantée		REGARDE LES HOMMES TOMBER		Côa, la rivière		En Australie		Comédiens
Cinépop	18h05 ALICE N'EST PLUS ICI (1974) Ellen Burstyn.		ALAMO BAY (1985) Amy Madigan.		21h40 LE VILAIN AMÉRICAIN (1963) Marlon Brando.		23h40 LE PRINCE ET LA DA...						
SECAN	17h20 LA RAGE D'UNE FEM...		18h55 DETENTION SECRETE (2007) Reese Witherspoon.		3-2-1 Action / 21h05 DOUBLE JEU (2008) George Clooney.		VERS L'INCONNU (2008) Emile Hirsch.						
Planète	17h30 Le frère OVNIS: La levée du secret		Reese Witherspoon.		Montagne / Terra incognita		Forensic / Bob le cowboy		Carnaval pour un miroir		Entrer l'accusé		
CBC	News	Coronation St.	Jeopardy	Hour 22 Mins	Wild Roses / Time and Chance		CBC News: The National		The Hour / David Chilton		Figure Skating		
CTV (Mont.)	News	Access H.	eTalk	Law & Order: S.V.U.	Criminal Minds		The Mentalist / Carnelian Inc.		News	CTV News	0h05 Daily Sh.		
GBL	News	House & Home	E.T. Canada	Ent. Tonight	NCIS / Hide and Seek		Project Runway Canada		News	Ent. Tonight			
TVO	WordGirl	Swap TV	Undersea	Can. Parks	The Agenda with Steve Paikin		Marking Time Partie 2 de 4		Linda & Ali	22h40	The Agenda with Steve Paikin		
ABC	Access H.	World News	Fox 44 News	Deal/No Deal	Presidential News Conference		Dancing Results		Primetime: You Do?		Sex & City	23h35	News
CBS	News	Evening News	Ent. Tonight	Presidential News Conference	NCIS / Hide and Seek		The Mentalist / Carnelian Inc.		News	23h35	David Letterman		
NBC	News	NBC News	Jeopardy	Wheel Fortune	The Biggest Loser: Couples / Clint Bowyer		House / The Itch		Fox 44 News	TMZ	Family Guy	Seinfeld	70s Show
FOX	King of the Hill	The Simpsons	2 1/2 Men	2 1/2 Men	Presidential News Conference		House / Extreme Ice		Journey to Planet Earth		Business	Charlie Rose	
PBS (37)	News	WorldFocus	Outdoor J.	Nova / Extreme Ice	Rustic Living / Rudy Maxa		Criminal Minds		The Mentalist / Carnelian Inc.		News	CTV News	0h05 Daily Sh.
PBS (67)	News	Business	The NewsHour With Jim Lehrer	Access H.	eTalk		The First 48		The First 48 / Shooting Spree		Manhunters	Manhunters	The First 48
CTV (Com.)	News	The First 48	Buffy St. Marie	The Rehearsal Hall / K.D. Lang	Freddie Mercury		Bravo! Salutes the Junos		Combat School		Law & Order / Smoke		W.Trace
A&E	Street Legal	Destroyed	Daily Planet	How It's Made / How It's Made	Destroyed / Time Warp		NCIS / Terminal Leave		The Sea Hunters		News	The National	
DISCOVERY	Crime Stories	NCIS / Terminal Leave	Sandhogs / Punching Through	The Hour / Harry S. Dent	CBC News: The National		Testees	Trailer Park	Saving Grace		House / Lines in the Sand		Num3rs
HISTORY	Crime Stories	NCIS / Terminal Leave	Sandhogs / Punching Through	The Hour / Harry S. Dent	CBC News: The National		Testees	Trailer Park	Saving Grace		House / Lines in the Sand		Num3rs
NEWSWORLD	News	CBC: Business	Around/World / Politics	The Outer Limits	Mutant X / Double Vision		LNH Hockey / Red Wings de Détroit c. Oilers d'Edmonton (D)		LNH Hockey / Red Wings de Détroit c. Oilers d'Edmonton (D)		SportsCentre		
SHOWCASE	Wife Swap		LNH Hockey / Capitals de Washington c. Maple Leafs de Toronto (D)										
TSN	Off the Record	SportsCentre	LNH Hockey / Capitals de Washington c. Maple Leafs de Toronto (D)										

Classification des films: (1) Chef-d'œuvre — (2) Excellent — (3) Très bon — (4) Bon — (5) Passable — (6) Médiocre — (7) Minable

NOS CHOIX

CE SOIR

Paul Cauchon

MÉLOMANIAQUES

En hommage au père Fernand Lindsay récemment disparu, la chaîne rediffuse cet épisode de la série de Gregory Charles, dans lequel le père Lindsay se distinguait.

Arte, 19h

BEAUTÉS DÉSESPÉRÉES

C'est le retour ce soir de cette série américaine. *Radio-Canada, 20h*

GRANDS REPORTAGES

Marée noire est un documentaire de Macumba International qui fait revivre la plus importante catastrophe écologique survenue en Amérique, le déversement de l'*Exxon Valdez* il y a 20 ans en Alaska. *RDI, 20h*

LE JOUR OÙ JE NE SUIS PAS MORT: SOUVENIRS D'IRAK

Documentaire de HBO sur le drame des vétérans américains traumatisés par leur expérience en Irak. *Télé-Québec, 21h*

CULTURE

LE BRUIT DES OS QUI CRAQUENT

SUZANNE LEBEAU

DU 31 MARS
AU 25 AVRIL
AU THÉÂTRE D'AUJOURD'HUIWWW.THEATRED'AUJOURD'HUI.QC.CA
514 282 3900

Saison 2009-10 de l'Orchestre symphonique de Montréal

Kent Nagano révisé ses classiques

CHRISTOPHE HUSS

La saison 2009-10 de l'Orchestre symphonique de Montréal, rendue publique hier, est marquée par un retour aux valeurs sûres et à une certaine forme de modestie épousant la nouvelle réalité économique.

Premier signe: l'absence d'opéra en version concert, projets les plus coûteux de l'ère Nagano. On remarquera que la seule œuvre donnant dans la démesure est le *Requiem* de Berlioz, partition bien connue ici.

Ce *Requiem* ouvrira, le mardi 8 septembre, une saison qui s'achèvera, en mai, avec une *Neuvième Symphonie* de Mahler, juste après un festival Beethoven de huit jours, qui comprendra une intégrale des *Symphonies*, le *Triple Concerto* et *Les Créatures de Prométhée*,

avec un texte original de Yann Martel commandé par l'OSM.

Notre orchestre accueillera celui du Théâtre Mariinski de Saint-Petersbourg et Valery Gergiev en mars et Lang Lang, pour un concert et un récital en novembre.

La saison offre plusieurs affiches inattendues, comme le chef baroque Ton Koopman, présent dans le cadre du Festival Bach, dirigeant la 4^e *Symphonie* de Mahler, et Maxim Vengerov, reconverti à la direction d'orchestre qui s'attaquera à la *Symphonie Pathétique*. Lors du Festival Bach sus-mentionné, Kent Nagano dirigera la *Passion selon saint Matthieu*.

Au rang des chefs d'orchestre, deux jeunes en vue auront leur première chance ici: Julian Kuerst, assistant à Boston et fils du pianiste, ainsi que le Français

Ludovic Morlot, qui dirigera la nouvelle coqueluche du piano mondial, la Chinoise Yuja Wang. Cela fait quelques années que l'OSM avait l'air assez débranché par rapport à ce qui bouge, et ces engagements sont au moins un frémissement en la matière.

Ce qui ne bouge pas, par contre, c'est le gabarit des chefs: Michel Plasson, Serge Baudo, Andrew Davis et Andrew Litton seront les «stars» de la saison sur le podium. On s'est déjà étonné ici de l'étrange fadeur de la palette des chefs invités.

Côté solistes, Vadim Repin jouera le *Concerto pour violon* de Beethoven, Christian Tetzlaff celui de Tchaïkovski et Lang Lang le 3^e de Prokofiev. Quant à «nos» artistes, Alain Lefèvre jouera le 4^e *Concerto* de Mathieu, Marc-André Hamelin le 2^e de Liszt et la jeune Marika

Bournaki celui de Grieg. Le violoniste Alexandre da Costa interprétera le compositeur américain Michael Daugherty.

Au rayon «surprises du chef» (aussi appelé récemment dans ces colonnes «le défilé des pots à Kent»), après Peter Eötvös et John Adams, c'est Peter Ruzicka, compositeur, ancien directeur du Festival de Salzbourg et actuel directeur de la biennale de Munich qui aura l'honneur de diriger notre orchestre dans trois œuvres qui ne figurent pas à son répertoire actuel.

De manière générale, cette quatrième saison de Kent Nagano frappe, surtout de la part d'un chef que l'on avait présenté comme ouvert, aventurier et novateur, par un conservatisme des plus affirmés.

Le Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Serge Postigo est l'animateur de l'émission *Ça manque à ma culture*.

Programmation 2009-10

Télé-Québec met fin au magazine quotidien *Ça manque à ma culture*

PAUL CAUCHON

Malgré la récession, Télé-Québec est parvenue à sauver la quasi-totalité de ses émissions l'année prochaine. Mais la chaîne met fin à *Ça manque à ma culture*.

Le magazine culturel quotidien présenté par Serge Postigo disparaîtra: les cotes à peine étaient de 30 000 téléspectateurs, reconnaît le directeur des programmes, Martin Roy, et «nous voulons aborder l'émission de façon différente, avec une émission qui aura plus d'impact», ajoute-t-il.

La chaîne prépare donc une nouvelle émission culturelle hebdomadaire, un projet auquel Serge Postigo n'est pas associé.

Par ailleurs, Martin Roy réfléchit à la production d'une nouvelle émission de variétés, différente de *Belle et Bum*, un titre qui revient en ondes.

La direction de Télé-Québec a tenu une rencontre téléphonique avec les médias hier pour mettre fin aux éventuelles rumeurs et confirmer quelles émissions reviendront lors de la saison 2009-10.

On prévoit donc le retour de *Belle et Bum*, *Bazzo.tv*, *Les Francs-Tireurs*, *Bluff*, *La Joute*, *La Vie en vert*, *Le Code Chastanay*, *Une pilule*, *une petite granule*, *Kilomètre zéro*, *Curieux Bégin*, *À la di Stasio*, *Tactik* et la 7^e saison de la série américaine *24 h chrono*. Tous les animateurs actuels restent en place, mais *Le Code Chastanay* passe de 60 à 30 minutes.

Télé-Québec diffusera également la version française de l'excellente série *Mad Men* (le titre français n'est pas encore trouvé).

Deux titres demeurent en

suspens. La réflexion «se poursuit» concernant la nouvelle série humoristique *Les Appendices*, explique Martin Roy.

Quant à *Fais ça court*, Télé-Québec tient beaucoup à cette émission, mais a de la difficulté à la financer. L'émission est considérée comme un concours selon les règles gouvernementales et, à ce titre, elle n'a pas droit au crédit d'impôt provincial. L'année dernière, la Régie du cinéma avait investi dans la production. Il manque actuellement 250 000 \$ pour boucler le budget de l'émission, et Martin Roy évoque la possibilité de la reporter d'une année.

Le directeur des programmes de Télé-Québec confirme qu'il dispose pour l'année prochaine du même montant que l'année actuelle pour sa programmation, soit environ 34 millions. Pas d'augmentation donc, mais pas de sévères compressions non plus, alors que Radio-Canada est plutôt aux abois, et que les chaînes privées, elles, souffrent de la diminution des revenus publicitaires.

Télé-Québec proposera également quelques nouveaux titres, dont *Chabot et filles*, cette nouvelle série de fiction tournée à Québec. De nouveaux épisodes de *Contact*, la série de Stéphan Bureau, sont également prévus au printemps 2010.

Par ailleurs, Martin Roy se réjouit du succès de *Tactik*, la nouvelle série pour jeunes, qui atteint environ 275 000 téléspectateurs, et qui avait le lourd mandat de remplacer *Ramdam*, qui était l'émission la plus regardée de la chaîne avec 320 000 téléspectateurs.

Le Devoir

Du sang neuf et des surprises au Théâtre d'Aujourd'hui

MICHEL BÉLAIR

Comme aime le dire Marie-Thérèse Fortin, elle n'a pas le choix du nouveau puisqu'il est inscrit dans le mandat même du Théâtre d'Aujourd'hui (TdA). Pour cette cinquième saison entièrement préparée par elle et son équipe, la 41^e du TdA, elle propose dans les deux salles du théâtre de la rue Saint-Denis, une douzaine de spectacles ramenant quelques visages connus et un lot impressionnant de nouvelles figures.

En grand et en plus petit

Dans la grande salle d'abord, c'est un texte de Robert Claug — il y a longtemps qu'on avait lu quelque chose de ce cofondateur du NTE —, *Caravansérail*, qui amorcera le tout en septembre. Paul Savoie et Benoît Dagenais sont au cœur de cette histoire d'amitié et de renouveau mise en scène par Robert Bellefeuille.

Suivra en novembre une production par le Théâtre des Deux Mondes du plus récent texte de Lise Vaillancourt, *Tout est encore possible*. Daniel Meilleur dirigera là, avec son équipe habituelle, Louise Bombardier, Emilie Proulx-Cloutier et Widemir Normil. C'est une histoire qui nous amènera du cœur de l'Afrique jusqu'à un poste de police en passant par un cabinet de psychanalyste et un hall d'hôtel.

La première portion de la saison se terminera ensuite en décembre avec la présentation grand public de *Romances et karaké* de Francis Monty, un classique du théâtre pour ados mis en scène par Benoît Vermeulen qui a reçu plusieurs Masques, dont ceux de la meilleure mise en scène toute catégorie en 2005.

Dans la petite salle Jean-Claude Germain qui accueille des démarches «émergentes» comme on dit dans les colloques, deux productions sont prévues avant la période des Fêtes. Jusqu'au



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

René Richard Cyr, Dominique Quesnel, Kathleen Fortin, Maude Guérin (rangée arrière), Janine Sutto et Marie-Thérèse Fortin étaient présents pour le dévoilement de la saison 2009-10 du Théâtre d'Aujourd'hui, hier à Montréal.

3 octobre, on pourra voir *Un suaire en saran wrap*, un texte écrit, joué et mis en scène par Manon Lussier sur la disparition prématurée de la figure maternelle. L'auteure est passée par l'École supérieure de théâtre de l'UQAM et enseigne à l'Option théâtre de Saint-Hyacinthe. Ce sera ensuite le Groupe de poésie moderne qui s'installera pour quelques semaines avec le plus récent texte des deux compères Benoît Païement et Bernard Dion: *De l'impossible retour de Léontine en brassière*. Robert Reid signe la mise en scène.

De l'autre côté de Noël, c'est avec un texte qui a valu le Prix du Gouverneur général pour le théâtre en 2008 à Jennifer Tremblay que les activités reprennent dans la grande salle.

L'œuvre qui porte le titre de *La Liste* est un solo sur la culpabilité mettant en vedette Sylvie Drapeau dirigée par Marie-Thérèse Fortin elle-même.

Puis deux énormes trucs très attendus, coup sur coup. Mi-février, on verra d'abord le retour du *Loup bleu* qui cette fois-ci se sert d'un texte de Michel Tanner pour s'attaquer à Montaigne dans *Les Essais, d'après Montaigne*. Le collègue Antoine Robitaille vous en parlera plus longuement lorsque le spectacle prendra d'abord l'affiche à Québec. Là-dessus, nous voilà déjà fin mars, dans un an, avec la reprise très attendue des *Belles-Sœurs* de Michel Tremblay en version comédie musicale concoctée par René Richard Cyr et Daniel Bélangier. Surprise garantie!

En haut du grand escalier à droite en entrant, trois spectacles en janvier, avril puis mai, de trois figures montantes du théâtre d'aujourd'hui. Celle de Simon Boulerice d'abord qui écrit et joue *Simon a toujours aimé danser*, une œuvre d'auto-fiction théâtrale mise en scène par Sarah Berthiaume. Suivra le plus récent opus de Christian Lapointe, *Trans(e)* qu'il met en scène lui-même et dans lequel il joue aussi, avec Maryse Lapierre, «un désespoir gigantesque». C'est Fanny Britt avec *Enquête sur le pire*, «une pièce intime sur le sublime» mise en scène par Geoffrey Gaquère, qui verra mettre fin à cette saison riche en surprises.

Le Devoir



Bibliothèque et Archives nationales du Québec et le Centre des auteurs dramatiques vous invitent à assister à la soirée-spectacle

Théâtre à lire

La dramaturge Suzanne Lebeau y dépeindra son travail de création avec l'aide de comédiens qui livreront des extraits de ses pièces.

Distribution: Markita Boies et Benoît McGinnis
Mise en scène: Philippe Lambert

À L'AUDITORIUM de la Grande Bibliothèque
le mercredi 25 mars à 19 h 30
ENTRÉE LIBRE



475, boul. De Maisonneuve Est, Montréal
514 973-1100 ou 1 800 363-9028

www.cead.qc.ca
www.banq.qc.ca

Bibliothèque et Archives nationales
Québec

Le Théâtre de La Manufacture présente
du 24 février au 28 mars '09
Dernière semaine

LES POINTS TOURNANTS
un road movie sans entracte

de Stephen Greenhorn dans une traduction de Olivier Choinière
mise en scène Philippe Lambert avec Christine Beaulieu
Philippe Cousineau > Maxime Denomé > Steve Laplante
Dominique Quesnel > David Savard > Guy Vaillancourt

SUPPLÉMENTAIRE: Samedi 28 mars à 15h00

4559, PAPINEAU
514.523.2246
theatrelalicorne.com

On pourrait passer notre temps à écrire qu'ils ont réussi à créer un univers contemporain qui nous interpelle, mais on perdrait notre temps à éviter de dire comment
Les Points tournants réussit d'abord à côtoyer le sublime. -ICI

Pour parcourir autant de kilomètres sur une route ponctuée de quelque 20 étapes (...), il fallait être inventif et se mettre totalement au service de ce texte un peu fou, drôle et désordonné, au propos simple, mais important. -radio-canada.ca

(...) des interprètes gonflés à bloc et une mise en scène enlevée (...). Équipée soigneusement construite, Les Points tournants s'avère par surcroît un portrait de génération attachant. -Le Devoir